

UNIVERSITE ABOU BAKR BELKAID
INSTITUT DES SCIENCES ECONOMIQUES

MAG 330 08/09

MEMOIRE DE MAGISTER

ENDETTEMENT ET NON-DEVELOPPEMENT
Approche historique et structurelle

Présenté par :
Mr. SEBBAGH Djamel Eddine

Sous la direction du
Pr. BELMOKADEM Mustapha

Membres du jury :

- Président : Mr. A. BENDIABDALLAH**
Prof. En sciences économiques : Université de Tlemcen
- Rapporteur : Mr. M. BELMOKADEM**
Prof. En sciences économiques : Université de Tlemcen
- Membre : Mr. A. BENHABIB**
Prof. En sciences économiques : Université de Tlemcen
- Membre : Mr. K. BOUTALEB**
Maitre de conférences : Université de Tlemcen

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Le processus relativement rapide et généralisé d'endettement extérieur des pays sous-développés, constitue incontestablement l'un des faits marquants qui caractérise cette fin de siècle.

En effet, l'endettement extérieur, de par son ampleur est devenu un facteur décisif influent et contraignant tant dans la gestion du présent que du devenir socio-économique des pays sous-développés.

La crise de la dette extérieure de ces pays, et sa reproduction récurrente, ne peut donc se réduire en aucune manière à une simple crise de solvabilité, provoquée par quelques facteurs conjoncturels, et à laquelle il faille appliquer certaines recettes, sans cesse renouvelées, et préconisées par la méthode traditionnelle d'ajustement des paiements internationaux.

En fait, loin d'atténuer les méfaits et contre coups de l'endettement, les différentes solutions préconisées jusque là, si elles ont permis certes de desserrer pour un temps l'étau du service de la dette, elles n'ont pas pour autant permis de faire face aux problèmes et difficultés fondamentaux vécus par les pays sous-développés, endettés dans leur ensemble, et qui se traduisent par un net recul des indicateurs de développement économique, social et humain.

Aujourd'hui les pays sous-développés sont donc confrontés à un double handicap : celui du poids de la dette extérieure et celui du blocage du processus de développement, sachant que l'un et l'autre nécessitent l'allocation de ressources financières existant en quantité limitée dans ces pays.

Appréhendés ainsi en terme de dilemme (Endettement/ développement), il devient évident que les mesures courantes préconisées tendent plutôt à sacrifier les objectifs du développement au profit des exigences de la solvabilité à court

terme, perpétuant ainsi le cycle, et ne permettant en aucun cas de situer dès lors le phénomène de l'endettement et de sa crise, dans son cadre historique réel et dans le système de fonctionnement de l'économie mondiale.

C'est ainsi que par rapport à cette approche, notre problématique globale se veut être une tentative de saisir les liens entre le processus d'endettement et le blocage du processus de développement des pays sous-développés, sachant que l'un et l'autre constituent deux aspects d'un même phénomène historique à savoir l'émergence et l'évolution du sous-développement, lequel phénomène est appréhendé lui même en tant que produit inévitable de certains mécanismes particuliers découlant des rapports économiques internationaux.

C'est dans ce sens, que notre démarche, à travers une approche à la fois historique et structurelle, s'inscrit dans une tentative d'analyse de l'ensemble du phénomène afin de mieux en saisir les éléments le composant, car un phénomène historique est inséparable de ce qui constitue ses conséquences inévitables. En outre, notre démarche est une tentative d'analyse **GLOBALE**, car quelque soit la spécificité et les particularismes des pays composant l'espace sous-développé, il existe toutefois une forte tendance convergente vers un modèle semblable pour l'essentiel, en raison des forces unificatrices et homogénéisatrices découlant de la logique de fonctionnement universel de l'économie mondiale.

C'est alors, dans cette optique que seront donc exposés, à partir d'épisodes historiques survenus au XIX^{ème} siècle, les expériences diverses d'endettement/ développement (chapitre 1) et de leurs conséquences, en liaison avec la restructuration de l'économie mondiale. Cette exploration historique, devrait nous permettre la mise en évidence, avec les expériences contemporaines d'endettement/développement (chapitre 2), du caractère historique et répétitif du

phénomène, en liaison à chaque fois avec l'évolution et la transformation de l'économie mondiale. Dans cet ordre d'idée, il est évident, que le système économique de l'espace sous-développé ne peut se comprendre en soi, car n'ayant pas d'existence autonome, ses relations avec l'espace développé sont dès lors essentielles et déterminantes.

Ensuite, à travers le fonctionnement des balances de paiement (chapitre 3) sera donc mis en relief à la fois le caractère chronique et tendanciel du phénomène d'endettement, et le contenu des mécanismes « réajusteurs » supposés permettre au système de retrouver un nouvel équilibre (en attendant le prochain déséquilibre).

Enfin, seront exposés (chapitre 4) les facteurs incitateurs d'endettement illustrés à travers un processus formel de développement qui reproduit le phénomène historique (le sous-développement) et donc ses conséquences inévitables, objets de notre préoccupation et sujet de notre réflexion.

CHAPITRE I
LE PROCESSUS D'ENDETTEMENT
AU XIXIEME SIECLE

La tendance à la domination de l'économie mondiale, à travers la conquête et l'élargissement continus des marchés, et l'exploitation et mise en valeur des zones nouvelles, traduit l'expression même des besoins objectifs de formation et d'accumulation du capital, sans cesse grandissantes et illimitées dans les économies capitalistes dominantes principalement européennes.

Ainsi au cours de cette période, l'accroissement considérable des surplus financiers va stimuler et entraîner un mouvement de redistribution des capitaux accumulés dans les pays déjà industrialisés vers le reste du monde et sous diverses formes :

- Ces placements à l'étranger, correspondent à des investissements de portefeuille (achat de titres privés ou publics, prise de participation, ...), à des prêts accordés aux Etats, aux banques ou industriels étrangers, ou encore à des investissements et exploitations directes.

- Ces capitaux seront généralement consacrés à des dépenses publiques, à des travaux d'infrastructure (tel que les chemins de fer et les ports), à l'ouverture des marchés et à la mise en valeur des ressources minières et agricoles.

- Ces capitaux vont se diriger pour partie vers des « pays neufs » (Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, ...) et pour partie vers des pays soit appartenant aux empires coloniaux soit indépendants.

Cette période de l'histoire peut être illustrer à travers l'expérience d'endettement, ses causes, ses mécanismes et ses conséquences dans un certain nombre de pays ou groupe de pays significatifs de l'époque.

SECTION I: QUELQUES ETUDES DE CAS

A-L'EGYPTE

Depuis le début du XIX^{ème} siècle, les milieux dirigeants égyptiens (de Ali Bey à Mohamed Ali) mû par le désir d'imiter l'Europe et de se libérer du Joug Ottoman, ont entamé plusieurs expériences de modernisation de l'Etat par la mise en place de manufactures d'Etat, par des travaux d'infrastructure (barrages, routes, télégraphes, ...) ...ect financées essentiellement par les ressources propres de l'Egypte.

Cependant, cette expérience qui a jeté les bases initiales du développement d'un capitalisme d'Etat sera vouée à l'échec par la conjugaison de différents facteurs dont notamment :

- La fragilisation des bases sociales : la faible diffusion d'un progrès généralisé au sein de la société a accentué la marginalisation d'une très large frange de la société.

- Cette marginalisation a grandement limité l'expansion du marché intérieur (faibles revenus et leur concentration bloquent la croissance de la demande).

- Etouffement des industries naissantes qui n'ont pu résisté à la concurrence étrangère suite à l'ouverture du pays au libre-échange imposé par l'Empire Ottoman,.

- Les aventures militaires (Soudan, Syrie, ...) qui vont grever lourdement les ressources financières.

Par la suite, dès 1850 les successeurs de Mohamed Ali vont s'orienter vers une modernisation «européanisée» «avec l'aide du capital européen, en

s'intégrant dans le marché mondial par la culture du coton et faisant appel aux maisons financières européennes pour financer ce développement extraverti »¹.

C'est le début de l'ère des dettes extérieures égyptiennes, qui vont l'engouffrer dans une série d'emprunts sans fin. Une grande partie de ces dettes (sous forme d'emprunts publics ou d'investissement de portefeuille) vont permettre entre autres de financer :

- Le percement du canal de Suez
- Les grands travaux d'infrastructure (barrages, adduction d'eau, chemins de fer, ...).
- La mise en place des banques.
- L'introduction et le développement de la culture du coton et de la canne à sucre.
- La création d'industries de transformation notamment du coton et du sucre.

Cependant, l'effondrement des cours mondiaux du coton et la spéculation autour du prix du sucre (suite à la fin de la guerre de sécession américaine) vont bloquer toute issue de couverture des emprunts par les exportations. Le service de la dette va absorber une part considérable des revenus de l'Etat et de la valeur des exportations, exigeant ainsi de nouveaux emprunts pour couvrir les charges des emprunts passés, aux quels il faut ajouter la charge supplémentaire que constitue le rapatriement des bénéfices des investissements étrangers. « Un emprunt chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des

¹Samir Amin : Le développement inégal. Editions de minuit Paris 1973 P. 265.

emprunts nouveaux, on paie les énormes commandes industrielles faites au capital Anglais et Français avec l'argent emprunté au capital anglais et français »².

Durant cette période, «la dette publique était passée de 3.293, 000 livres Sterling à 94.110 000 livres sterling... la faillite était à la porte »³, c'est à dire que les dettes extérieures avaient augmenté de 28 fois, alors que les revenus et les exportations pendant cette même période, n'ont augmenté respectivement que de 5 fois et 2 fois seulement.

De plus chaque emprunt se révélait être aussi une opération usuraire eu égard au fait que «le taux d'intérêt réel sur cette dettes variait de 9à 11% alors que les taux sur les marchés des capitaux européens étaient de l'ordre de 5 à 6% »⁴ soit le double.

En 1874, l'Egypte était contrainte de rétrocéder à l'Angleterre la plus grande partie de ses actions qu'elle détenait dans la compagnie du canal de Suez.

En 1876, l'Egypte se retrouve en état de cessation de paiements, ce qui va amener les Etats créanciers (Anglais et Français) à mettre en place une commission de la dette «chargée de la gestion des recettes publiques (douanières et fiscales) afin de s'assurer en priorité de leur affectation au remboursement des emprunts contractés auprès des européens »⁵.

Une année plus tard, c'est au sein même du gouvernement égyptien que vont siéger les représentants européens, mettant tout le pays sous la tutelle

²Rosa Luxemburg : Accumulation du capital - François Maspero- Paris 1976 Tome II P. 104

³ 3 IBD. P. 104

⁴Georges CORM dans «Dette et Développement » ouvrage collectif OPU Alger 1981, P.38

⁵Ahmed Henni : LA DETTE - ENAG- Alger 1992 P. 13

étrangère. « C'est alors que les droits du capital européen devinrent le pivot de la vie économique et le seul point de vue régissant le système financier »⁶.

« Cependant, cette soumission totale aux européens provoqua une réaction violente des populations »⁷ affamées et dépossédées, fournissant par-là le prétexte à l'intervention militaire anglaise en 1882, date à laquelle l'Égypte devint une colonie britannique. Ainsi la puissance politique et militaire de l'Angleterre, lui aura permis de préserver ses intérêts économiques et financiers de la révolte de ses débiteurs.

B- L'EMPIRE OTTOMAN

La dette de l'empire Ottoman et principalement de son siège la Turquie, prendra naissance avec la mise en œuvre des 1856 du projet de réorganisation de l'empire. Ce projet, visant la modernisation de la Turquie, à l'image de l'Europe était d'une part « motivé par la nécessité de faire front à la menace de l'expansionnisme européen »⁸ et, d'autre part à « financer le maintien d'une armée ayant de plus en plus de mal à maintenir les limites de l'empire »⁹.

Ainsi, si une partie des dettes va permettre de financer d'importants projets de modernisation (route, chemins de fer, barrages, ...) le reste sera plutôt dépensé dans des travaux improductifs.

De 1858 à 1874, la dette extérieure de l'empire va passer de 5,5 millions de livres turques à 218 millions, soit une augmentation de 40 fois et servant des taux d'intérêt allant de 15 à 25%.

⁶Rosa Luxemburg : op. Cit tome II P. 107

⁷A. Henni op .cite P. 13

⁸G. CORM Op. Cite P. 43

⁹Ibid p. 38

Ce cycle effréné d'endettement aboutira en 1875 à la suspension du paiement par l'empire provoquant sa mise sous tutelle des créanciers français et britanniques. L'empire était arrivé au point où « il fallait emprunter simplement pour payer l'intérêt de la dette existante. En 1875 le service de la dette mobilisait les trois – quarts des recettes ordinaires du gouvernement. Souvent, le paiement des intérêts doit être remis jusqu'à ce qu'ont put réaliser un nouvel emprunt »¹⁰

Pour assurer au moins le paiement des intérêts, l'empire sera conduit à faire une série de concessions, en aliénant sa souveraineté, d'abord par l'abandon du contrôle de ses recettes douanières et d'une grande partie de ses recettes fiscales, et puis finalement en 1880 par l'installation du « conseil d'administration de la dette publique ottomane » aux mains des puissances européennes, chargé de gérer le remboursement de la dette, en finançant « les nouvelles dettes de l'Etat turc avec son propre argent : c'était le rééchelonnement avant la lettre »¹¹.

Entre temps, à la suite du congrès de Berlin (en 1878) sur l'Orient, l'empire aura perdu ses territoires européens (Serbie, Bulgarie, Roumanie, ...).

A partir de 1882, l'empire va s'ouvrir au marché financier allemand pour financer notamment des travaux de chemins de fer, permettant l'ouverture de débouchés importants aux industries allemandes. Mais si la dette turque cessa de s'accroître dans un premier temps, par la suite la Turquie va de nouveau avoir recours à l'emprunt comme auparavant.

¹⁰Rondo CAMERON : LA France et le développement économique de l'Europe 1800/1914 seuil Paris 1971 P. 359.

¹¹A. Henni op. Cit P. 12

C- LA TUNISIE

« L'histoire de la Tunisie entre 1860 et 1878 est avant tout l'histoire de sa banqueroute financière et de sa mise en tutelle par l'Europe »¹²

le recours à l'endettement avait commencé dès 1830 auprès des marchés français des capitaux principalement, mais restait toutefois modéré et faible eu égard aux revenus de l'Etat tunisien

Cependant, cette ouverture aux marchés français, anglais et italiens notamment, va déclencher un processus de modernisation entièrement importé de l'extérieur, au profit d'une élite séduite par les produits européens (biens de consommation, capitaux, ...) et par leur modèle de consommation et de vie en général.

Ainsi les besoins et aspiration de modernisation et « d'européanisation », d'équipements (y compris militaires) et de développement vont induire des besoins de financement de plus en plus importants auprès des banques européennes. Cependant dès « 1867, à la suite d'un recours excessif au marché des capitaux ayant entraîné un renchérissement des conditions de crédit et donc une aggravation des charges de la dette, la Tunisie suspend ses paiements extérieurs »¹³.

Sa dette était passée de 12 millions de Francs en 1859 à 160 millions de Francs en 1867, un gonflement rapide (multiplié par plus de 13 en 8 ans) dû en partie à la multiplication d'emprunts dont la fonction était le remboursement des dettes contractées auparavant.

¹²J. GANIAGE : la crise des finances tunisiennes et l'Ascension des juifs de Tunis (1860-1880). Revue Africaine Tome XCIX- Alger 1955 P. 153.

¹³Georges CORM: Op. Cit P. 45

La nécessité de rétablir les finances de l'Etat tunisien allait déboucher des 1868 sur la création d'une « commission financière internationale » présidée par la France et composée de représentants des puissances européennes et dont la fonction serait de recouvrir tous les revenus de l'Etat et d'en fixer la distribution entre le service de la dette et le budget de l'Etat. C'était « l'Ajustement structurel » avant la lettre !

La conséquence directe « liée à l'instauration de cette commission financière (fût) d'enlever toute autorité réelle au Bey, qui devenait un jouet aux mains des financiers européens »¹⁴. Ainsi, l'étendue des pouvoirs dont fut investie cette commission, tendait à supprimer de facto toute action autonome de l'Etat tunisien. Ce qui aboutira, suite aussi aux rivalités européennes, à l'occupation militaire française en 1881 et à l'établissement du Protectorat qui va permettre « de donner aux créanciers du Bey toutes les garanties nécessaires »¹⁵, toutefois « l'installation du protectorat n'a pas mis fin à ces emprunts qui ont été grossis par de nouveaux. affectés à la construction des chemins de fer et des routes de la Tunisie, ainsi qu'à l'achat de terres pour la colonisation agricole »¹⁶.

D- L'AMERIQUE LATINE

Au début du XIX^{ème} siècle, dans les années 20, l'Amérique Latine sort de la colonisation espagnole et débouche sur un morcellement en nations issues de l'espace coloniale à partir des anciennes vice-royautés et capitaineries. « Mais, à

¹⁴ Carmel SAMMUT : l'impérialisme capitaliste français et le nationalisme tunisien (1881-1914) publisud Paris 1983 P. 47.

¹⁵ Ibid P. 48

¹⁶ Ibid P. 49

court terme, cette indépendance politique, ne fait que conforter les structures sociales en place ; elle ne modifie ni la nature des activités économiques, ni les courants d'échanges, dans la mesure où l'ouverture commerciale avait précédé l'indépendance »¹⁷.

Terre de vieille colonisation où l'implantation et la pénétration européennes étaient anciennes et profondes, l'Amérique latine hérite d'une société façonnée par un système colonial antérieur à la révolution industrielle et d'une population diversifiée et mélangée avec les apports ibériques anciens, les migrations forcées des esclaves et celle des méditerranéens de plus en plus nombreuses.

« En fait, l'indépendance des pays d'Amérique Latine ne représente pas une rupture avec le régime de la colonisation, les mécanismes d'enrichissement restent surtout marchands et ce sont les groupes sociaux dominants qui ont maintenu cette orientation en recherchant l'intégration au libre échange britannique, puis américain »¹⁸.

Aussi « dans la plupart des pays, les intérêts de la puissance oligarchie agro-exportatrice issue de la colonisation s'opposèrent avec succès à toute politique volontariste de protection des industries locales qui aurait amputé son pouvoir d'achat et porte atteinte à ses relations privilégiées avec l'Europe »¹⁹. Par conséquent, les pays d'Amérique latine vont être maintenus dans un rôle

¹⁷ A. GARRIGOU, Lagrange, M. Penouil, Histoire des faits économiques de l'époque contemporaine. Dalloz. Paris 1986 P. 355

¹⁸G. CORM op. Cite p. 48-49

¹⁹Jacques ADDA : La mondialisation de l'économie Volume 01 Casbah édition Alger 1998

d'exportateur de produits miniers et tropicaux et d'importateur de produits manufacturés et des biens d'équipements.

L'endettement va commencer dès les guerres d'indépendance, pour financer :

- les frais d'opération et d'équipements militaires pour faire face d'une part, aux perpétuels conflits entre ces nouvelles nations artificiellement créés (qui vont se poursuivre jusqu'au 1935) et également d'autre part, à une longue série de guerres civiles ininterrompues.

- la mise en place des infrastructures de base (notamment les chemins de fer) et l'expansion des activités minières et de l'économie de plantations (café, banane, coton, cacao, ...) destinées principalement au commerce extérieur dans la continuité même de la ligne tracée par la structure coloniale.

Et comme «Le plus souvent, les responsables... s'en remettent aux capitaux et aux entreprises étrangères»²⁰ pour prendre en charge la mise en œuvre et la réalisation des besoins de «modernisation». Ainsi, la plus part des pays d'Amérique latine vont s'engager dans une politique d'abandon des richesses nationales, par le biais des concessions au profit notamment des sociétés anglaises, de la plupart des ressources de ces pays. « Ces concessions, faites souvent pour des sommes dérisoires, furent cependant à l'origine de flux d'investissements non négligeable pour assurer l'exploitation des gisements et pour édifier les infrastructures indispensables »²¹.

²⁰A. GARRIGOU ... op.cit P.521

²¹Ibid P. 524

C'est ainsi qu'en « 1824-1825, les nouveaux Etats d'Amérique du sud et d'Amérique centrale contractèrent à Londres des emprunts se chiffrant à plus de 20 millions de livres sterling »²².

L'ouverture des marchés d'Amérique latine va donc entraîner une demande importante de produits d'origine anglaise. Ainsi « l'exportation des marchandises britanniques dans ces pays est passée de 2. 900 000 livres en 1821 à 64.000 000 livres en 1825 »²³. En fait se sont les emprunts qui vont permettre d'ouvrir des débouchés aux produits anglais, en offrant ainsi des moyens de paiements au marché d'Amérique latine.

Le processus d'endettement va suivre alors un mouvement ascendant malgré de nombreuses cessations de paiements, faisant de l'Amérique Latine « le plus grand consommateur de capitaux des pays industrialisés au XIXème siècle »²⁴.

Par ailleurs, il apparaît que « les pays les plus endettés au XIX siècle seront les pays où l'emprise des couches de souche européenne est la plus forte, et où l'intégration au capitalisme des pays développés est la plus rapide (Argentine, Brésil, Mexique, Uruguay, Venezuela, Chili, Pérou) »²⁵.

²²R. Luxemburg op. cite P. 94

²³Ibid P. 94

²⁴G. CORM op. cite P. 51

²⁵ibid P. 52.

Ainsi à titre d'exemple «Les emprunts de la République d'Argentine s'élevaient en 1874 à 10 millions de livres sterling, en 1890 à 59, 1 millions de livres sterling. Là aussi l'Angleterre construisait des chemins de fer avec son propre fer et son propre charbon et les payait de son propre capital»²⁶.

Mais dès 1891, le gouvernement argentin va se retrouver en cessation de paiements et va même jusqu'à répudier le service de la dette.

Toutefois, tous ces défauts de paiement, nombreux à l'époque, n'empêcheront pas la progression du cycle d'endettement et ne décourageront pas les créanciers.

E-LES PAYS NEUFS :

La particularité des pays neufs (notamment les Etats-Unis d'Amérique, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande) réside dans le fait qu'il s'agit plutôt d'un développement transmis, «à travers un phénomène de transfert populations qui est aussi un phénomène de transfert de civilisation»²⁷.

Cela constitue en soi une véritable subvention économique que les pays européens ont versé au profit des pays neufs dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Certes, ces pays «ont été fortement emprunteurs au XIX^{ème} siècle sur le marché britannique des capitaux ... (cependant) il ne s'agit évidemment pas de sous-estimer le fait que ces pays ayant été des colonies de peuplement européen, ils jouissaient d'un préjugé favorable qui facilitait la mobilisation d'emprunts sur les marchés européens dans de bonnes conditions»²⁸.

²⁶R. Luxemburg op. citè P. 97

²⁷A. GARRIGOU op Cite P. 316

²⁸G. CORM op cite P. 58

En outre, les immigrants européens apportaient avec eux vers ces territoires des capitaux, des techniques et des habitudes de consommation et trouvaient une plus grande abondance de ressources naturelles. Ils obtenaient ainsi rapidement des niveaux de productivité et de revenus assez élevés.

En réalité, en devenant les habitants permanents de ces territoires, les européens ont établi de facto une société capitaliste, bien qu'elle ne fut au début qu'un simple prolongement de l'économie européenne (surtout française et britannique). Ainsi l'indépendance, acquise par la suite, sera construite par ces « pays neufs » à partir d'une base économique déjà solide, à l'image des économies développées. Et de ce fait le recours aux emprunts ne constituera qu'un simple apport d'appoint à une accumulation de capital d'origine essentiellement interne.

SECTION II : RESTRUCTURATION DE L'ESPACE ECONOMIQUE MONDIAL ET MISE EN PLACE DE L'ECONOMIE SOUS-DEVELOPPEE.

La période qui s'étend du milieu du XIX^{ème} siècle jusqu'à la première guerre mondiale, correspond à l'âge d'or du capitalisme triomphant et à l'amorce de profondes transformations de l'économie mondiale.

La puissance économique ascendante (productive, financière, technologique, commerciale...) des pays capitalistes dominants leur permettra d'affirmer et de consolider leur hégémonie à l'ensemble du monde. Cette domination va se manifester notamment à travers la mise en valeur des « pays neufs », l'établissement d'empires coloniaux, l'intensification des échanges commerciaux et l'accroissement des mouvements de capitaux.

Ainsi l'extraordinaire transformation technologique, économique, financière, sociale et culturelle qui se réalisait à cette époque principalement en Europe va être à l'origine d'une profonde mutation de l'économie mondiale et de remodelage des espaces socio-économiques qui la composent.

Ces transformations seront en effet à l'origine de la puissance économique et financière et de son corollaire direct la diffusion de l'influence du capitalisme européen sur le reste du monde et la division de ce monde entre pays développés et industrialisés et le reste du monde composé de pays qualifiés désormais de «sous-développés».

En effet, le développement et le sous-développement constituent un double processus historique dérivant de la même impulsion initiale à s'avoir l'accélération de la formation et de l'accumulation du capital et de la dynamique des échanges internationaux, à partir de l'Europe principalement durant le XIX^{ème} siècle.

A- COMMERCE INTERNATIONAL ET OUVERTURE DES MARCHES

«Aucune extension notable de l'accumulation n'était possible sans une extension préalable des marchés extérieurs»²⁹. Autrement dit «l'expansion des échanges (va être) un des facteurs de croissance économique essentiels»³⁰.

²⁹Abdeliatif BENACHENHOÛ : Introduction à l'économie politique. OPU Alger 1981 2eme édition PP. 248-249

³⁰Alain SAMUELSON : Economie internationale contemporaine OPU Alger 1993 P. 7

En effet le commerce entre les pays développés (France et Grande Bretagne notamment) et le reste des pays moins développés va jouer notamment les fonctions suivantes :

- Les exportations des pays développés vers le reste des pays des produits, manufacturés de consommation courante (comme les textiles) vont permettre le développement des industries manufacturières. « Le nouveau marché sans rien enlever à l'ancien crée pour ainsi dire un nouveau produit pour son approvisionnement »³¹.

- Les importations des pays développés pour l'essentiel des produits agricoles fournis par les pays sous-développés (en sus des métaux précieux), vont permettre l'élargissement du marché intérieur en substituant ainsi les importations à sa production agricole, en fournissant donc des biens de subsistance à bas prix permettant ainsi la réduction des coûts de la main d'œuvre.

Ainsi, à ce stade, le capitalisme va construire la dynamique au moyen du commerce extérieur avec des zones moins développées. Toutefois l'expansion de ces échanges et par conséquent des industries manufacturières, demeure encore limitée d'une part, par le fait que l'exploitation des matières premières minérales des pays sous-développés exige des investissements importants tant au niveau de la production, que de la première transformation et également du transport, et d'autre part par le faible pouvoir d'achat des pays sous-développés.

Ces pays étant « toujours dépourvus de capitaux, la masse de leurs capitaux est toujours en dessous de ce qu'ils pourraient employer avec beaucoup d'avantages et de profit... (ils) tâchent d'emprunter autant qu'ils le peuvent à la

³¹ Adam SMITH « Richesse des nations » Guilomain P. 237.

mère patrie, envers laquelle, par ce moyen, ils sont toujours endettes »³². Et c'est ce qui va donc motiver peu à peu l'exportation des capitaux et aboutir ainsi à étendre d'avantage la fonction des pays sous-développés qui consisterait non seulement à abaisser, au profit des pays développés, les coûts de la main d'œuvre (en fournissant des produits agricoles de consommation), mais aussi à faire baisser la valeur des éléments constitutifs du capital (en fournissant des matières premières).

C'est à cette époque donc que va se décider la spécialisation internationale et par conséquent l'instauration, de ce qu'il convient d'appeler «la division internationale du travail ».

En effet «peu à peu le commerce mondial se scinde en deux ensembles d'échange dont les fonctions sont différentes : les échanges entre et la périphérie et les échanges internes du centre »³³, autrement dit un commerce à la fois polarisé et hiérarchisé, dans la mesure où au moment où les échanges internes du centre entre pays développés s'intensifiaient, la part du commerce entre les pays développés et les pays sous-développés va plutôt décliner.

B- MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DES CAPITAUX

A l'origine, dès le début du XIX^{ème} siècle, l'exportation des capitaux (Britanniques et français essentiellement), revêtant la forme des prêts publics aux gouvernements étrangers ou/et d'investissements de portefeuille (achats de titres publics ou privés) et à un degré moindre d'investissement direct, correspondait dans une large mesure aux dépenses publiques d'infrastructure

³²Adam SMITH op cite P. 222

³³Samir AMIN op cite P. 157

occasionnées par le début d'ouverture des marchés de la périphérie et de son intégration et ancrage au sein du marché mondial naissant.

Aussi, « la grande masse de capitaux étrangers (sera) investie dans les prêts aux gouvernements, les services publics, le commerce, les chemins de fer, les banques »³⁴ aux quels il faudrait ajouter ceux visant spécialement la réduction des coûts de transports et de communication internationaux (tel que le percement du canal de Suez qui a permis une économie de 42% du temps de transport entre Liverpool et Bombay).

Cette exportation du capital (sous quelque forme qu'elle soit), répond, selon la logique de la division internationale du travail mise en place, à des besoins d'approvisionnement, à la conquête de nouveaux débouchés par les pays industrialisés et à l'ouverture de nouvelles sphères d'investissement.

C'est aussi un besoin objectif et intrinsèque aux pays développés en raison des limites internes à l'accumulation du capital, en desserrant l'absence où l'étroitesse des débouchés internes rentables aux surplus accumulés en quête d'investissements.

En outre, cette exportation de capitaux a été rendue possible par la conjonction de différents facteurs, parmi les quels :

- La forte progression de la production mondiale d'or et d'argent permettant aux banques centrales de disposer de réserves élevées.

- Accroissement de l'épargne en raison de la croissance des revenus et de la faible absorption interne.

³⁴S. Amin op cite P. 179

- Forte concentration de la production et du capital permettant une plus grande mobilisation des crédits

- Concentration et centralisation bancaires permettant aux banques de développer une capacité d'exportation massive du capital.

Par ailleurs, ces exportations de capitaux sont favorisées à leur tour par les besoins internes des pays moins développés, parmi lesquels :

- Hausse de la propension à importer des produits manufacturés notamment de consommation pour les besoins de certaines couches sociales «européanisée» grâce aux multiples contacts avec le monde développé

Projets de modernisation de l'économie et de l'Etat à l'image de l'Europe.

- Faire face aux besoins d'une économie de plus en plus «monétarisée» suite à l'extension des rapports marchands et donc monétaires au sein de sociétés qui fonctionnaient autrement.

- Besoins croissants liés aux opérations militaires

- ...etc.

Une partie importante de ces capitaux vont être placés dans la dette publique, à des taux d'intérêts généralement plus élevés que ceux pratiqués sur les marchés financiers européens ;

Ainsi, l'exportation des capitaux, devenue nécessaire, va encourager et accélérer l'expansion du commerce international, et permettra de modifier peu à peu les formes de la spécialisation des pays périphériques, qui en sus des produits agricoles, vont pouvoir exporter des produits miniers et quelques produits manufacturés. En fait, les relations commerciales et financières qui se

sont établies entre les pays industrialisés et les pays périphériques vont remplir encore les mêmes fonctions à savoir :

- élargissement du marché intérieur des économies périphériques en vue de faciliter l'absorption du surplus de produits en provenance des pays industrialisés.

- rehaussement du niveau du taux de profit à travers d'une part, l'importation à bon marché des biens de consommation (permettant donc la réduction du coût de la main d'œuvre) et de matières premières (permettant donc la réduction des coûts de production) et d'autre part, le placement de capitaux portant intérêt et/ou profit qui permet un reflux plus élevé de revenus.

En effet «les sorties de capitaux enregistrent un mouvement ascendant tout aussi impressionnant entre 1840 et la première guerre mondiale. Pour les seuls investissements directs et de portefeuille, évalués à minima par les données de balances des paiements, l'encours des sorties brutes de capitaux (ou stock d'investissements à l'étranger) passe de moins de 2 Milliards de dollars en 1840 à 9 milliards en 1870, 28 Milliards en 1900 et 44 Milliards en 1913 dont les deux tiers à l'actif du Royaume Uni et de la France »³⁵.

Ainsi si la balance commerciale des pays industrialisés (la grande Bretagne et la France notamment) est déficitaire, il convient de remarquer que la balance des paiements, elle, est bénéficiaire.

En fait, l'excédent d'importations donne aux pays industrialisés la possibilité de récupérer et au-delà, par les intérêts de leurs prêts et de leurs investissements, ce qu'ils ne peuvent entièrement régler par leurs exportations. Ainsi parallèlement à l'accroissement absolu de la production et des échanges

³⁵Jacques ADDA op. cite P. 56

commerciaux, on voit augmenter l'importance relative des revenus provenant des intérêts et des dividendes des placements de capitaux à l'étranger.

Il s'avère donc, que la pénétration du capital étranger, tout en assurant l'élargissement du marché par son soutien efficace aux transactions et aux activités de production dans les économies périphériques, était devenu nécessairement l'agent de l'endettement et le support de la création d'un réseau international de dépendance.

Le monde s'est retrouvé ainsi divisé entre une poignée d'Etats- créateurs et une immense majorité d'Etats- débiteurs, dans lequel le créateur est plus solidement lié au débiteur que le vendeur à l'acheteur.

CONCLUSION

« L'apparition d'un noyau industriel, dans l'Europe du XVIII^{ème} siècle, a marqué une modification qualitative dans l'économie mondiale de l'époque et a conditionné le développement économique postérieur de presque toutes les régions de la terre »³⁶. L'action de ce noyau va donc s'exercer différemment selon que l'expansion soit dirigée vers des « pays neufs » purgés sauvagement de leurs populations d'origine et qui vont donc agrandir peu à peu le nombre des pays industrialisés grâce à la reconstitution par transfert d'une dynamique interne d'accumulation, ou bien vers « des régions déjà occupées, certaines très peuplées et ayant des systèmes économiques séculaires, de types variés, mais tous de nature précapitaliste »³⁷, des régions qui vont donc constituer l'espace du sous-développement.

Ainsi on ne peut confondre la fonction et les mécanismes des relations internationales (financières, commerciales, technologiques, ...) des pays industrialisée entre eux (entre anciens et « neufs »), et, entre ces derniers et l'espace sous-développé périphérique « puisque ni la nature des produits échanges, ni l'orientation de l'investissement étranger, ni la dynamique du reflux des profits n'y. sont identiques »³⁸.

1- En effet « dès les débuts de sa véritable expansion au XIX^{ème} siècle, le commerce international est fortement polarisé et hiérarchisé en fonction des progrès de l'industrie »³⁹, c'est ce qui explique que « la périphérie fait l'essentiel de son commerce avec le centre, tandis qu'au contraire les économies centrales

³⁶Celso FURTADO : Théorie du développement économique PUF Paris 1970 P. 135

³⁷Ibid PP 136-137

³⁸Samir AMIN Op. cite P. 156

³⁹A. SAMMUELSON Op. cite P 8

font l'essentiel de leurs échanges entre elles»⁴⁰. Ainsi, les modalités de la spécialisation des pays- sous développés dans la production de certains produits, lui sont imposées par les pays industrialisés, car l'économie sous développée est fondée sur le marché extérieur, celui des pays industrialisés, c'est une économie essentiellement extravertie ».

2- «La polarisation des échanges se renforce d'une polarisation des capitaux»⁴¹. L'histoire montre que la dynamique de l'exportation des capitaux est très différente selon qu'elle soit dirigée vers les formations centrales nouvelles (pays neufs) ou vers les formations périphériques.

En effet, pour les pays neufs qui ont bénéficié de la plus grosse part des flux internationaux de capitaux, l'investissement a induit une croissance rapide auto-centrée et auto-dynamique, reléguant ainsi ces flux à un rôle d'appoint et décroissant relativement avec le temps. Ainsi «ces pays, d'emprunteurs, sont devenus prêteurs, exportant à leur tour des capitaux comme les anciennes métropoles»⁴².

Quant à la périphérie, si le financement est externe, il devra nécessairement conduire tôt ou tard à un reflux des profits en sens inverse.

Ainsi «dans les relations centre-périphérie, la périphérie passe du stade «d'emprunteur - jeune » (le flux du capital importé dépasse celui du revenu

⁴⁰ Samir AMIN op. cite P. 214-215

⁴¹ A ; SAMMUELSON. Op cite P.6

⁴² Samir AMIN op. cite P. 217

exporté) à celui «d'emprunteur-vieux » (le reflux des profits l'emporte sur le flux d'entrée des capitaux nouveaux) et se stabilise à ce stade »⁴³.

3 -parallèlement et conséquemment à la polarisation-hiérarchisation des relations entre centre et périphérie, va s'établir des rapports basés sur le partage et la conquête territoriale du monde.

En effet, le phénomène colonial est très caractéristique de l'ensemble de cette période du fait que tous les pays industrialisés appuyés sur leur écrasante avance et leur puissance (économique, financière, technologique, militaire...) vont s'élancer peu à peu à la conquête de nouveaux territoires, partageant le monde entier directement (colonie) ou indirectement (Semi-colonies).

Pourcentage des territoires appartenant aux puissances colonisatrices européennes

	<u>1876</u>	<u>1900</u>
Afrique	10, 8%	90, 4%
Polynésie	56,8%	98, 9%
Asie	51, 5%	56, 6%

Source : Géographie universelle. (A. Collin)

⁴³Samir AMIN op. cite P. 138

Ainsi la colonisation va permettre d'aménager des espaces garantis, protégés de la concurrence étrangère et réservés au profit de la métropole, assurant notamment :

- L'absorption du surplus de production et le maintien des débouchés.
- Le maintien de l'approvisionnement à bas prix en produits agricoles
- Le maintien des sources de matières premières
- L'accueil de la surpopulation européenne (produit du sous-emploi massif créé par l'industrialisation) ... etc.

Les pays soumis à l'expansion coloniale vont connaître «une transformation radicale de leur vie économique et l'apparition de rapports capitalistes formels»⁴⁴ qui vont marquer de manière irréversible par la suite l'émergence des Etats - Nations sous développés dans leur forme contemporaine (y compris dans leurs frontières), dans lesquels s'était greffé les modèles de consommation et de vie propres au système capitaliste mondial.

⁴⁴A ; BENACHENHOU Op. Cite P. 261

CHAPITRE III

LE PROCESSUS D'ENDETTEMENT

CONTEMPORAIN

INTRODUCTION

Après la deuxième guerre mondiale (1939-1945), s'ouvre une nouvelle phase de croissance accélérée au centre, fondée sur la reconstruction et la modernisation en profondeur des pays européens et du Japon, et dont le décalage par rapport aux USA (les Etats Unis d'Amérique) s'était encore accentué durant la guerre, suite aux dommages subis.

Cette inégalité de développement, entre les USA et le reste des pays industrialisés, en établissant une nouvelle hiérarchie fondamentale au profit des U.S.A va permettre d'intensifier les relations internes entre les pays du centre et reléguer les relations avec les pays périphériques à un rôle secondaire. En outre, cela va se traduire par la prédominance absolue des USA dans l'exportation des capitaux destinés principalement vers l'Europe et accessoirement seulement vers certains pays périphériques.

Dans l'immédiat après-guerre, en l'absence d'un marché international des capitaux, va s'établir «pour l'essentiel un système de financement public bilatéral et multilatéral... La composante bilatérale du système fonctionne selon des lignes hiérarchiques et politiques précises : des Etats- Unis, puissance dominante, vers leur alliés européens et asiatiques »⁴⁵.

En effet, cette forme de loin la plus importante, s'est illustré à travers notamment «le plan Marshall », «le plan Truman », le programme d'aide militaire dans le cadre de l'OTAN, l'aide massive en Corée du sud, à Taiwan, ... etc. ainsi dans ce cadre «de 1946 à 1953, les Etats-Unis transfèrent au reste du

⁴⁵Jacques Adda Op. cite P. 94

monde environ 33 Milliards de Dollars, soit l'équivalent de 140 Milliards en 1985 »⁴⁶.

Quant aux pays périphériques, dont la grande majorité était intégrée soit dans l'espace colonial direct, soit dans les zones d'influence, vont bénéficier accessoirement d'une «aide publique» remplissant diverses fonctions et prenant des formes multiples dont notamment :

- Transferts directs de la métropole aux colonies visant le financement des investissements d'infrastructures et d'aménagements agricoles et industriels (tel le «plan de Constantine» en Algérie).

Cependant, ces transferts de capitaux avaient pour fonction de maintenir à la fois le statut colonial du pays en question et des relations privilégiées d'échange avec la métropole (zone monétaire, douanière, ...).

- L'aide bilatérale qui va remplacer partiellement les transferts de l'ère coloniale par des prêts et des dons, en provenance des anciennes métropoles.

« Issue de la guerre froide et de la décolonisation l'aide bilatérale est avant tout un instrument de politique étrangère pour les Etats donateurs, la monnaie d'échange d'une présence stratégique, d'une influence politique et culturelle... (de plus) l'aide est en effet un puissant outil de pénétration commerciale »⁴⁷ du moment qu'elle est conditionnée (totalement ou partiellement) par l'achat de produits et services en provenance des pays donateurs.

⁴⁶A. SAMMUELSON op. cite P. 143

⁴⁷Jacques Adda Op. cite P. 15

-L'aide multilatérale est organisée à travers des institutions internationales soit émanant de l'ONU tel que la FAO, l'OMS, l'UNICEF ... pour le financement notamment de projets à caractère social et collectif; ou bien à travers la BIRD (plus connue sous le nom de banque mondiale et ses satellites AID et SFI) qui représente de loin l'organisme le plus important dans cette forme de financement. Celle-ci était orientée initialement surtout vers les pays d'Amérique latine en raison du fait qu'ils étaient indépendants mais surtout appartenant à la zone d'influence des USA. Par la suite, vers les années 60, cette «Aide» sera étendue aux autres pays sous-développés, dès leur accès à l'indépendance.

«L'aide de la BIRD a joué un rôle important dans le financement d'investissements productifs ou d'infrastructures. Ces investissements financés par des prêts à des taux d'intérêts relativement élevés (vont) entraîner cependant une charge assez lourde pour les pays bénéficiaires».⁴⁸

A ces formes de financement prédominantes, va s'ajouter peu à peu des flux de capitaux privés correspondants à des crédits commerciaux et à des investissements directs, au profit d'abord d'un nombre restreint de pays notamment latino-américains (Argentine, Brésil, Mexique, Chili), ensuite en s'étendant progressivement à d'autres pays.

Ainsi la faveur d'un contexte économique et politique nouveau, marquée par une croissance soutenue des pays industrialisés, qui va entraîner dans son sillage un besoin de changement (à l'image de la métropole) dans le reste du monde et dont la première conséquence sera l'émergence politique du « tiers-monde » (à travers la décolonisation) et consécutivement ensuite l'émergence de

⁴⁸A. GARRIGOU Op. Cite P. 819

l'aspiration à la modernisation des structures sociales et économiques (à travers un monde de vie et de consommation tendant à l'universalité par effet de démonstration), à l'image notamment du « desarrollismo » des pays d'Amérique-Latine ayant déjà acquis leur indépendance depuis le début du XIX^{eme} siècle.

Ce mouvement généralisé, va entraîner la reprise d'un processus cumulatif de recours aux emprunts extérieurs et donc d'endettement selon des modalités variées et touchant quasiment l'ensemble des pays sous-développés.

SECTION I : EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT

A- APERÇU GENERAL

Sans pour autant menacer l'équilibre économique des pays sous-développés, le recours aux capitaux étrangers va sensiblement s'accélérer dans les années 60 passant ainsi de 8 Milliards de dollars en 1955 à 36 Milliards de dollars en 1967 et à plus de 66 Milliards de dollars 1970. Cet accroissement de l'endettement durant cette phase s'explique par un certain nombre de facteurs dont :

- le nombre croissant de pays qui accèdent à l'indépendance, grossissant ainsi le volume de « l'aide » publique.
- le renouveau de l'économie des pays européens (et de l'OCDE en général) va augmenter leur capacité financière et donc le volume des crédits offerts à l'étranger.
- le redémarrage de l'expansion internationale du réseau bancaire privé (notamment américain)

- les premiers effets de la décolonisation, induisant une demande accrue de produits en provenance des anciennes métropoles.

- l'inauguration par l'ONU en 1961 de « la décennie des Nations Unies pour le développement » (résolution 1710 – XVI – de l'assemblée générale)^(*).

Ainsi dans l'immédiat post-indépendance, « l'aide » publique reçue par les pays sous-développés va s'orienter globalement et selon des proportions variables suivant les pays vers les formes suivantes :

- Aide alimentaire
- Coopération technique
- Projets d'équipement
- Crédits liés (à des livraisons spécifiques)
- Réaménagement de la dette

Ce dernier aspect va devenir de plus en plus important, car l'endettement croissant des pays sous-développés fait qu'une part grandissante de l'aide globale, va être absorbée par le remboursement et par les intérêts des emprunts soit 42% en 1966 et 52 % en 1970, d'autant plus que les conditions de « l'aide »

^(*)En 1962, le S.G de l'ONU résumant ainsi les conditions requises pour un développement rapide :

- 1-recours à la planification nationale du développement
- 2-Mobilisation des ressources humaines
- 3-Stimulation des échanges avec les pays développés
- 4-Transfert de 1% du PNB des pays riches vers les pays sous-développés
- 5-Intensification des efforts au niveau de l'infrastructure.

devenaient de plus en plus dures. Le délai moyen de remboursement diminuait alors que le taux d'intérêt augmentait.

Ainsi «l'aide» publique aux pays sous-développés va permettre dans une large mesure de surmonter la contradiction entre le flux des investissements privés et le reflux des profits et dividendes, d'autant plus que les crédits publics de l'aide» sont destinés généralement à des investissements non directement rentables (essentiellement des dépenses d'infrastructures) favorisant ainsi des économies externes au profit des investissements étrangers d'origine privée.

Ainsi jusqu'en 1970, en raison de facteurs internationaux favorables (prospérité et croissance soutenues des pays industrialisés, guerre froide, ...) d'une part, et d'autre part en raison de l'absence d'un marché international des capitaux de taille significative, les flux de capitaux notamment privés en direction des pays sous-développés sont demeurés encore dans des proportions très limités, sauf pour quelques exceptions (en raison entre autres de la faible capacité d'absorption).

Ce qui explique dès lors et dans une certaine mesure, que l'endettement, certes inévitable, demeurait encore dans des proportions soutenables.

En effet, en 1970 la dette publique (à long terme) des pays sous-développés représentait 112% de leurs exportations en biens et service et la part des recettes d'exportation affectée au service de la dette était de l'ordre de 15%. Mais tant que le flux des crédits nouveaux (24% des recettes d'exportation) l'emportait sur le reflux des remboursements (15%), les pays sous-développés avaient l'illusion d'une situation financière stable et saine, bénéficiant dès lors d'un transfert net positif de ressources de l'ordre de 9% de leurs exportations. D'autant plus encore que le service de la dette était rendu plus encore que le

service de la dette était rendu moins contraignant en raison des conditions favorables d'emprunts pour une partie de la dette (taux d'intérêt fixe, soit 5% en 1970 et délais de paiements relativement longs). Et c'est ainsi que durant cette période, seuls quelques pays se sont retrouvés fortement endettés (avec un ratio de la dette qui dépassait souvent le double des recettes d'exportation) et ce sont le plus souvent des pays d'Asie (Inde, Indonésie, ...) et d'Amérique latine (Mexique, Argentine, Brésil, ...) ayant accédé à l'indépendance depuis fort longtemps.

La période qui s'ouvre après 1970, va constituer un tournant dans l'évolution de la croissance de la dette des pays sous-développés en relation notamment avec les changements intervenus dans les conditions de l'offre des capitaux internationaux et de l'ampleur de la récession qui touche l'ensemble des pays développés.

Dans ce contexte, l'endettement extérieur pour l'ensemble des pays sous-développés va connaître d'une part un taux de croissance moyen de 21% par an entre 1970 et 1980, et d'autre part l'importance accrue des emprunts bancaires dans le financement extérieur.

Cette évolution de formes de la dette va se refléter dans celles des termes auxquels cette dette est contractée. En effet, les prêts privés sont accordés généralement à des taux d'intérêt plus élevés que les prêts publics et dans des délais de remboursement plus courts.

Ainsi le taux d'intérêt moyen sur les nouveaux crédits accordés va passer de 5,3% en 1970 à 9,4% en 1980, et les délais de paiements vont se contracter d'avantage (passant de 20 ans à 14 ans en moyenne) par l'effet conjugué à la fois de la réduction de la période de grâce et du raccourcissement des échéances. Ce changement structurel des conditions de financement (avec le caractère de

plus en plus privé des crédits obtenus) va faire apparaître une proportion importante d'emprunts à taux variable, rendant les pays sous-développés encore d'avantage dépendants des fluctuations des taux d'intérêts sur les marchés financiers internationaux qui vont d'ailleurs être très défavorable après 1980.

Cette combinaison de facteurs va constituer à une augmentation sensible des charges du service de la dette et donc de la fragilité de la situation économique et financière des pays sous-développés. En effet la fragilité de l'équilibre extérieur et des paiements de beaucoup de pays sous-développés, est restée masquée par une croissance soutenue des exportations, dont la part dans le PNB était passée de 13% à 20% durant cette décennie (70-80). De la sorte la plupart des pays sous-développés endettés vont devenir encore d'avantage dépendant des fluctuations des prix sur les marchés extérieurs. En outre, sachant que la position des pays sous-développés est globalement et tendanciellement décroissante dans les échanges internationaux (à l'exception du pétrole durant cette décennie), leur situation financière externe va se dégrader rapidement à partir des années 80, suite à un retournement principalement dans la politique monétaire très restrictive des U.S.A, caractérisée par un taux d'intérêt élevé, une hausse du cours du dollar et une chute de l'inflation, qui va plonger les pays sous-développés endettés dans la difficulté.

En effet les taux d'intérêts réels (taux d'intérêt mondial diminué du taux d'inflation) négatifs dans les années 70, vont grimper jusqu'à 22% en 1982, alourdissant ainsi considérablement le service de la dette d'autant plus qu'une grande partie de la dette (environ 60%) est à taux variable.

En outre, cette politique restrictive (des USA) va être accompagné d'un ralentissement de la croissance dans les principaux pays développés et donc en conséquence d'une contraction des importations notamment des produits de base

qui constituent la source principale des recettes extérieures des pays sous-développés. Aussi, la conjonction de ces facteurs va entraîner un processus d'endettement dans lequel les nouveaux emprunts vont servir surtout à rembourser les précédents et à payer les intérêts.

Ainsi dès 1984, les transferts nets, pour les pays sous-développés pris dans leur ensemble, vont être négatifs (reflux supérieurs aux flux). Ce renversement tout en recelant un caractère massif a été en fait plus précoce pour les pays fortement endettés (tel que le Mexique, Brésil, ...) et un peu tardivement pour les autres. Mais globalement, la plupart des pays sous-développés vont alors être confrontés presque simultanément à de graves difficultés de paiements qui vont se traduire essentiellement par des retards dans le paiement du service de la dette. Ce qui va entraîner les créanciers à négocier avec un grand nombre de pays des accords de rééchelonnement mettant en action des mécanismes « réajusteurs » permettant au système de retrouver un nouvel équilibre d'une part, et d'autre part de poursuivre le cycle, puisque cette « crise » de solvabilité n'étant considérée que comme passagère et conjoncturelle.

STRUCTURE DE LA DETTE
PAR CATEGORIE D'EMPRUNT (En milliards de Dollars)
(Ensemble des pays sous développés)

Année	Dettes à long terme	dont		Utilisation des crédits du FMI	Dettes à court terme	Dettes totales
		Publique et garantie	Privée non garantie			
1970	66,2	49,6	16,6	0,8	-	-
1975	162	126,2	36,0	4,8	-	-
1980	472,7	402,1	70,6	12,2	162,4	647,3
1985	793,7	690,7	103,0	37,7	131,1	962,5
1990	1206,2	1141,0	65,2	34,6	269,2	1510,0
1994	1522,6	1382,2	140,4	44,2	354,7	1921,5

Source : Banque mondiale, WORLD Debt Tables Ed. 88/89/96

CHARGES DE LA DETTE ET TRANSFERTS
NETS DE RESSOURCES
(En Milliards de dollars)

Année	Service de la dette (A)	Nouveaux crédits (B)	Transferts nets (B-A)
1970	8, 9	14, 1	+ 5, 2
1975	23, 6	44, 3	+ 20, 7
1980	75, 2	105, 2	+ 30, 0
1981	88, 8	124, 1	+ 35, 3
1982	98, 7	116, 9	+ 18, 2
1983	92, 6	97, 2	+ 4, 6
1984	101, 8	91, 6	- 10, 2
1985	112, 2	89, 3	- 22, 9
1986	116, 5	87, 7	- 28, 8
1987	124, 9	86, 7	- 38, 2
1988	173, 0	134, 6	- 38, 4
1989	167, 7	140, 9	- 26, 8
1990	171, 2	156, 4	- 14, 8
1991	169, 0	162, 3	- 6, 7
1992	171, 4	202, 1	+ 30, 7
1993	185, 1	209, 5	+ 24, 4
1994	195, 9	200, 8	+ 4, 9

N.B : A partir de 1988, il est tenu compte également de la dette à court terme et des crédits FMI.

Source : Banque Mondiale World Debt tables edition 88/89/96

CONDITIONS DES NOUVEAUX CREDITS ACCORDES

	1970	1975	1980	1985	1990	1994
Créditeurs publics						
- Taux d'intérêts (%)	3,7	5,1	5,6	6,4	5,5	4,9
- Maturité (années)	28,4	25,1	23,5	22,6	21,8	22,4
- Période de grâce (années)	7,8	8,0	6,4	5,8	6,5	6,5
Créditeurs privés						
- Taux d'intérêts	7,3	8,5	12,4	8,9	8,7	6,4
- Maturité (années)	10,3	8,4	9,3	10,5	14,2	9,4
- Période de grâce (années)	3,3	3,0	3,7	5,2	5,1	4,5

Source : Banque Mondiale World Debt édition 88-89-96

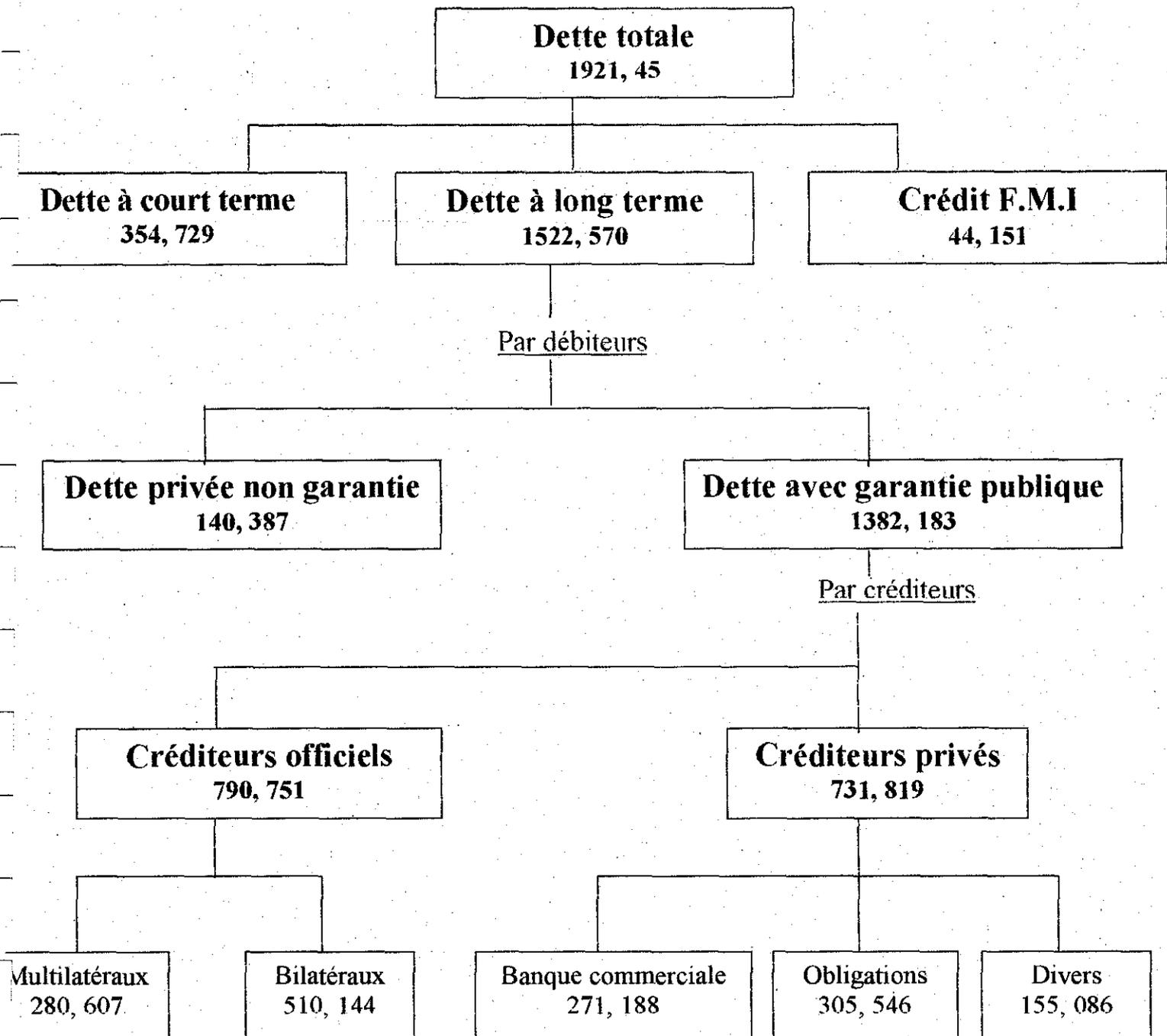
LES INDICATEURS D'ENDETTEMENT

	1980	1985	1990	1994
Dette totale (milliards de dollars)	647,3	962,5	1510	1921,5
Dette/Exportation biens et services	88,3%	135%	161,6%	162,8%
Dettes/ PNB (taux d'endettement)	26,5%	28%	33,2%	37,6%
Service de la dette/ Exportation	13,2%	19%	18,3%	16,6%

Source : Banque Mondiale WDT édition 88-89-96

STRUCTURE DE LA DETTE EN 1994

(En Milliards de Dollars)



Source : Banque Mondiale WDT edition 96

B-CAS DE L'AMERIQUE LATINE

L'Amérique Latine représente le continent, pour les zones moins développées, où l'indépendance a été le plus tôt acquise, et où le processus de transformation économique, dans l'optique dite «développementaliste», fut le plus anciennement amorcé.

De ce fait, les origines de l'endettement contemporain du continent latino-américain remontent plutôt aux années 50 qui vont connaître ainsi une nouvelle reprise du cycle d'endettement après le coup d'arrêt brutal survenu au moment de la grande crise des années 30 et ses répercussions négatives sur le continent.

Déjà, en 1950, la dette extérieure du continent était estimée par la CEPAL⁴⁹ à quelques 2, 213 milliards de dollars soit approximativement le tiers de ses exportations en biens et services. Entre 1960 et 1970, elle passera de 12,6 à 28, 9 milliards de dollars, soit un accroissement de 230%. Le poids de la dette par rapport aux exportations de marchandises va passer pendant cette même période de 134% à 170%, autrement dit, le taux d'accroissement de la dette aura été plus rapide que celle des exportations.

De 1974 à 1980, la dette va passer de 58 Milliards de dollars à 242,18 Milliards de dollars soit un accroissement de 417% et en 1983 elle atteindra 360 Milliards de dollars, soit une hausse (quasi exponentielle) de 620% par rapport à 1974 et un poids par rapport aux exportations passant de 190% à 350% pour la même période (74 à 83). A partir de 1974, le déséquilibre persistant des échanges commerciaux de l'Amérique Latine avec le reste du monde, va se traduire par un flux de financement d'environ 60 Milliards de dollars, provenant d'emprunts extérieurs. Dès lors, la dette va connaître une croissance très rapide.

⁴⁹« Economic survey of Latin-america » 1970 CEPAL . p 103 (CEPAL= Commission Economique pour l'Amérique Latine, sous l'égide de l'ONU).

Ainsi tout au long de cette période allant de 1950 à 1982, l'Amérique Latine prise dans son ensemble finançait généralement les services de la dette par de nouveaux emprunts.

Dès 1982, année de retournement de la situation internationale, la conséquence directe et immédiate va être le changement d'attitude des banques vis-à-vis de leurs débiteurs, leur exigeant d'une part le règlement des échéances et d'autre part en réduisant massivement l'octroi de nouveaux crédits, paralysant ainsi le développement de l'Amérique Latine qui représentait à elle seule plus de 44% de la dette totale de pays sous-développés pris dans leur ensemble.

EVOLUTION DE LA DETTE TOTALE

Amérique-latine et caraïbes
(en Milliards de dollars)

Années	1980	1983	1986	1987	1988	1991	1994
Total	242,6	359,65	406,0	442,5	458,2	490,85	562,81

Source : Banque Mondiale : WDT édition 88/96

Ainsi la dette extérieure d'Amérique Latine comporte un mécanisme de croissance auto-dynamique, déclenché par une dette dont le règlement du service est souvent assuré pour une large part de nouveaux emprunts. En effet, malgré tous les efforts consentis pour faire face à la dette, sa croissance continue à un taux moyen annuel dépassant les 10% n'a jamais pu être endigué.

Dans le cas Latino-américain, ce processus commence et découle dans une large mesure, à partir et depuis les années 50, du rapatriement des bénéfices et dividendes tirés des investissements directs étrangers qui s'élèvent à environ 65 Milliards de dollars (transferts cumulés jusqu'en 83).

Jusqu'aux années 60, la plupart des emprunts extérieurs vont être utilisés pour permettre le rapatriement des bénéfices du capital étranger, et le service des emprunts sera lui même financé grâce à de nouveaux prêts extérieurs. Ce qui va au fur et à mesure déboucher dans les années 80 sur un alourdissement du service de la dette, à travers notamment la capitalisation des intérêts impayés de cette dette. Autrement dit, la dette va s'auto-alimenter à partir du service qui en découle et du rapatriement des bénéfices. D'autant plus, que dans la mesure où le solde de la balance commerciale (à condition qu'il soit encore excédentaire) ne peut suffire à lui seul à couvrir le reflux financier (bénéfices et service de la dette), alors automatiquement le déficit se convertira en un surcroît de dette.

De ce fait, l'évolution de la dette ne peut être considérée qu'en fonction notamment de l'évolution future des échanges extérieurs, dont les exportations. Alors que ces dernières ont pratiquement stagné, voire même diminuées par rapport aux importations (le solde de la balance commerciale est toujours resté négatif), le rythme d'accroissement de la dette s'est plutôt accéléré passant de 1982 à 1986, de 288 Milliards de dollars à 406 Milliards de dollars (soit un taux d'augmentation moyen annuel dépassant les 10%). Sachant que selon les estimations de la Banque mondiale, en partant du principe que les exportations constituent la principale (sinon la seule) source de recettes pour les débiteurs, les pays latino-américains devraient accroître leurs exportations dans une proportion moyenne de plus de 40% par an pour pouvoir à la fois maintenir le niveau des importations et honorer les services de la dette, sans pour autant recourir à de nouveaux emprunts. Ce qui semble à priori quasiment impossible en égard au fait que toutes les politiques économiques seront alors axées plutôt sur le maintien de la solvabilité à travers des réajustements et réadaptations structurelles. Ainsi la mise en place de politiques d'austérité (accompagnant les réajustements) dans tous les Etats latino-américains vont permettre en 1984

selon la CEPAL, d'assurer un transfert de 37,3 Milliards de dollars au titre des paiements d'intérêts (représentant plus du tiers de la valeur des exportations).

Par ailleurs, il est évident que les pays latino-américains ne présentent pas tous la même situation bien qu'ils soient à la fois tous endettés et représentent le continent le plus endetté parmi les continents sous-développés (30 à 40% de la dette totale). Parmi les pays d'Amérique latine, le Brésil et le Mexique a eux deux représentent 20% (sinon plus, selon les années) du total de la dette de tous les pays sous-développés pris ensemble, et environ 50% du total de la dette de l'ensemble des pays d'Amérique latine et des caraïbes.

B1- Le Mexique

Le Mexique offre l'exemple typique même de la manière dont un processus d'industrialisation peut engendrer et déboucher sur une dépendance structurelle accrue de l'économie par rapport à ses importations. Et à mesure qu'il avance, le processus entraîne de profonds changements structurels dont les manifestations vont se retrouver à des degrés divers au niveau même du commerce extérieur. Ainsi, la structure des importations s'est trouvée profondément modifiée au profit des biens intermédiaires et des biens d'équipements, en sus évidemment, de la demande d'importation incompressible de certains biens de consommation émanant des couches sociales à forts revenus en raison de la concentration des fruits de la croissance.

Ainsi «dès le milieu des années 60, le Mexique était entré dans une phase où le niveau de l'activité interne était directement fonction du niveau de la capacité d'importation, en raison de la grande rigidité acquise par la structure des importations»⁵⁰.

En effet les fortes tensions sur la balance commerciale vont prendre de l'ampleur des les années 60 en raison notamment de l'approfondissement du processus d'industrialisation, provoquant ainsi un appel de plus en plus accru au capital étranger pour financer le déficit, soit sous forme d'emprunt soit sous forme d'investissement direct étranger.

Déjà, en 1965, le flux de capitaux enregistré n'est plus en mesure de compenser le total des reflux au titre des remboursements de la dette antérieure et des transferts de profits. Cette tendance va se poursuivre ainsi, aggravant la situation financière du Mexique, l'obligeant à financer le déficit en recourant à chaque fois à l'emprunt. En effet la dette va s'accroître brutalement, passant de quelques 6 Milliards de dollars en 1970, à environ 28 Milliards de dollars en 1976, soit une hausse de 470%, alors que durant la même période le niveau d'exportation ne s'est accru que de 238% et le déficit de la balance commerciale a continué à s'aggraver encore considérablement.

Ainsi l'ampleur de cet endettement externe, va entraîner une main mise du capital étranger, essentiellement américain (U.S), sur certains secteurs économiques mexicains, et provoquer par conséquent une charge encore croissante et supplémentaire sur la balance des paiements en raison d'une part des conditions d'emprunts de plus en plus contraignantes et d'autre part de l'aggravation de la structure même de la dette. Ce qui va conduire en 1976 à une forte dévaluation de la monnaie mexicaine (70% par rapport au dollar), dans

⁵⁰AbdeiKader Sid'Ahmed : Croissance et développement OPU Aiger 1981 Tome II P. 296.

l'espoir de corriger le déséquilibre et de stimuler les exportations, sachant que les trois-quarts de ces dernières vont sur le marché américain (U.S.A). Cependant, la situation financière va d'avantage s'aggraver, en raison de la conjugaison de différents facteurs : ralentissement des échanges internationaux, baisse de la demande pétrolière mondiale, renchérissement des taux d'intérêt, liberté de change, fuite des capitaux, ... etc, entraînant alors le Mexique au bord de la banqueroute. Ajoutons à cela l'énorme hémorragie de capitaux organisée par les banques privées mexicaines qui s'étaient peu à peu converties en mécanismes décisifs pour organiser dans des termes légaux, la fuite des capitaux vers notamment les banques américaines de Floride et du Texas, profitant ainsi d'un système qui n'imposait aucune restriction à la circulation monétaire.

Ainsi, loin de se stabiliser, la dette va s'accroître très rapidement passant de 28 Milliards de dollars en 1976 à 57,4 Milliards de dollars en 1980 (soit un doublement du volume) et à environ 80 Milliards de dollars en 1982 (soit presque un triplement de son volume par rapport à 1976).

C'est l'avènement, de ce qu'il est convenu d'appeler, «la crise Mexicaine», qui s'est déclarée suite à la suspension, le 12 Août 1982, par l'Etat Mexicain du règlement du service de sa dette.

Le plan de sauvetage initié par les U.S.A (la réserve fédérale le FED), le FMI et la BRI*, va permettre le rééchelonnement de la dette mexicaine et l'octroi au Mexique de nouveaux prêts supplémentaires. Ils s'en est suivi la mise en application d'un plan d'austérité, imposant de durs sacrifices à la population, et le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements mais sans pour autant réussir à réactiver l'investissement, ni encore à rapatrier les capitaux sortis à l'étranger. Toutefois, la dette ne va cesser de s'accroître passant ainsi de

*BRI : Banque des règlements Internationaux

80 Milliards de dollars en 82, à 97 Milliards de dollars en 1985, à 101 Milliards en 1986 et à 109, 5 Milliards de dollars en 1987, soit un accroissement selon un rythme certes plus faible qu'auparavant. En 1989, le Mexique va conclure un accord (en réalité déjà mis en pratique une année auparavant dès 1988) avec les banques créancières en vue de restructurer sa dette selon la nouvelle stratégie annoncé par Mr. Nicholas BRADY (alors secrétaire au trésor U.S).

Cette expérience va inaugurer d'ailleurs une nouvelle stratégie impliquant à la fois les banques commerciales et les institutions officielles, dans le maintien des flux de financement vers les pays en difficultés de paiements, traités au « cas par cas » et conditionnés par la réalisation de politique d'ajustement et le recours au rééchelonnement des dettes d'échéances rapprochées.

En effet, le « plan BRADY » visait ainsi la mise en place d'un programme d'allègement de la charge de la dette privée des pays les plus endettés, reposant sur le soutien des créanciers publics et la mise en confiance des banques commerciales (grâce à des garanties multiples reposant sur le F.M.I, la BIRD, et le Japon) pour susciter le retour des flux de capitaux privés.

Cet accord va donc aboutir à la fois à l'octroi de nouveaux prêts au Mexique (7 Milliards de dollars) et à l'échange d'une partie des créances contre des obligations garantie par des bons du trésor américain (13 Milliards de dollars). Cette conversion d'une partie des dettes en prise de participation, considérée comme un investissement, si elle permet à court terme certes de réduire le stock de la dette, elle ne peut par contre empêcher ultérieurement le rapatriement des profits.

**Evolution de la dette mexicaine avec l'application du plan BRADY
(En Milliards de dollars)**

Année	1987	88	89	90	91	92	93	94
Stocks de la dette	109,5	99,2	93,8	104,5	114,1	112,2	118,5	128,3

Source : Banque Mondiale WDT édition 96

En fait, ce nouveau plan s'est limité à des résultats financiers très modestes se résumant à l'amélioration des ratios d'endettement (de solvabilité surtout) tout en maintenant un certain niveau de flux de financement. En somme, il s'agissait plutôt de sauvegarder la solvabilité financière du Mexique à l'égard de ses créanciers surtout privés, en hypothéquant en réalité toute chance de relance de la croissance économique. D'ailleurs, même le stock de la dette va reprendre à gonfler et dépasser rapidement (au bout de 03 ans) le niveau de 1987.

Ainsi les performances socio-économiques du Mexique témoignent de l'échec des politiques d'ajustement préconisées : taux de croissance insignifiant (1% pour la décennie 80-90), un ajustement extérieur réalisé surtout par une compression des importations, baisse de l'investissement, réduction des dépenses d'éducation et de santé, niveau élevé de l'inflation, paupérisation massive, ... etc.

La précarité de la situation économique et financière du Mexique, et l'accumulation des effets pervers des politiques suivies va conduire à l'éclatement d'une nouvelle crise en 1994, provoquant à la suite de la dévaluation de la monnaie, une fuite massive des capitaux et l'effondrement de la bourse mexicaine.

« En réponse à un appel pressant du trésor américain, le FMI accepte d'accorder au Mexique, le 1er février 1995 un prêt d'un montant exceptionnel de 18 Milliards de dollars en complément d'un prêt de 20 Milliards de dollars par les Etats-Unis »⁵¹. Encore une fois, le cas mexicain, révèle l'inconsistance des politiques économiques préconisées et suivies quant à la réduction du poids de la dette et leurs effets pervers par la fragilisation encore plus profonde des économies sous-développées.

B2- Le Brésil :

Le Brésil représente le pays le plus endetté au monde (par le volume de sa dette) alors que les années 70, l'expérience économique reposant sur un effort soutenu d'un investissement fut qualifiée de « Miracle brésilien », pour le fait qu'elle avait permis l'obtention et le maintien d'un taux de croissance élevé.

En effet, dès le début des années 50, le Brésil se lança dans une politique volontariste délibérée d'industrialisation accompagnée d'une politique de la porte ouverte aux capitaux étrangers. Ce qui va provoquer un accroissement considérable des importations, notamment des biens d'équipements et de productions, nécessaires à la mise en place des nouvelles industries, un accroissement qui sera tout le temps bien supérieur à celui des exportations.

Ainsi, tout effort de réduction des importations par l'accroissement de la production va se traduire au contraire par une relance nouvelle des importations de biens d'équipements et de production nécessaires à la production additionnelle. Autrement dit, toute politique d'accélération de l'industrialisation va se répercuter assurément sur le volume même des importations. Aussi «les

⁵¹Patrick LENAIN : le FMI casbah édition Alger 1998. P. 43

exportations, étant incapables de faire face aux besoins d'importations, le capital extérieur fut invité à combler le «gap» structurel. Ce capital à qui des avantages importants furent accordés, vint sous la forme d'investissements directs – dont la progression est considérable des 66/67- de prises de participation dans les entreprises brésiliennes, de concours des agences internationales, de prêts publics et de crédits fournisseurs dont la progression est, elle aussi, fracassante »⁵².

Un arsenal de mesures sera également pris, dans le but à la fois d'attirer et de promouvoir l'expansion des filiales des firmes trans-nationales (FTN) et de les encourager à exporter pour couvrir au moins leurs coûts financiers en devises. Autrement dit, il s'agissait de permettre aux filiales des FTN de créer elles même les instruments de paiement international dont elles ont besoin pour promouvoir leurs plans d'expansion. Ceci va marquer la réorientation définitive «vers l'extérieur» de l'économie brésilienne.

En conséquence, cela aidera le Brésil, pour un moment, à surmonter le déficit de la balance des paiements et le financement du service de la dette extérieure, d'ailleurs en forte expansion.

Toutefois, l'alourdissement du service de la dette, et les difficultés de l'assurer vont conduire à un réaménagement de la politique économique et sociale, sous la pression conjointe des U.S.A et du FMI, conditionnant ainsi l'octroi de crédits à l'application préalable d'un plan de stabilisation.

Cela va conduire, en sus du déblocage de prêts non seulement officiels mais aussi d'origine privée, à un envahissement du Brésil par des investissements étrangers de firmes contrôlant les marchés internationaux de

⁵²A. Sid Ahmed op. cite P. 330.

produits industriels (surtout des USA, mais aussi Allemands et Japonais) et attirés par une politique autoritaire de blocage des salaires dans un pays à offre abondante de travail, des avantages fiscaux substantiels, un protectionnisme sévère, des garanties de transfert, une dépréciation du change plus faible que la hausse des prix pour assurer leur compétitivité, ...etc.

En fait, socialement cela a eu pour conséquence la mise à l'écart du processus de modernisation de quelque 80% de la population, les quelles recevaient environ 38% du revenu national, soit une portion moindre à celle (40%) que reçoivent les 5% les plus favorisés de la population. Cette tendance, enregistrée durant les années 70, de la forte concentration de la répartition du revenu, va continuer à s'exacerber.

Ainsi donc, pour faire face au déséquilibre externe permanent, le Brésil optera pour une ouverture quasi complète sur l'extérieur, laquelle ouverture devrait être accélérée par la mise en place de secteurs technologiques complexes (électronique, métallurgie, pétrochimie, énergie alternative, programme nucléaire, ...) véhiculés par les F.T.N. autrement dit, le fonctionnement de l'appareil économique s'est retrouvé en grande partie lié au niveau de ses exportations, d'où une dépendance accrue vis à vis de l'extérieur. Ainsi toute baisse d'activité dans le secteur exportateur (pour quelque motif qu'il soit) mettra le pays en difficulté face d'un côté à ses engagements financiers d'autant plus que le service de la dette s'alourdit de plus en plus, et d'autre part face aux besoins d'importations incompressibles.

Aussi, la baisse des prix des produits d'exportations, l'élévation vertigineuse des taux d'intérêts internationaux depuis 1979, la stagnation (si non la régression) du rythme d'investissement, en ajoutant les paiements croissant effectués en faveur des F.T.N vont provoquer une hausse vertigineuse du

volume d'endettement, passant ainsi de 3,7 Milliards de dollars en 1968, à 5,0 Milliards de dollars en 1970, à 27 Milliards de dollars en 1977 puis à 73 Milliards de dollars en 1980. C'est une croissance quasi exponentielle, ou en une décennie (70 à 80) le stock de la dette a été presque multiplié par 15. L'accroissement va continuer à s'accroître presque au même rythme.

Evolution de la dette du Brésil

(En Milliards de dollars)

Année	1986	87	88	89	90	91	92	93	94
Stock de la dette	113,7	122,3	119,3	115,9	121,4	122,4	130,5	145,4	151,1

Source : Banque Mondiale WDT édition 96

Ainsi, dès la fin des années 80, les tensions se multiplient avec une baisse du taux d'investissement, d'un ralentissement sensible de la croissance, d'un rythme accéléré d'hyperinflation (2000% par an) malgré les plans de stabilisation... obligeant ainsi le Brésil à prononcer un moratoire sur sa dette. Profitant également, plus tard, du « plan Brady », le stock de la dette va connaître une légère baisse de 1987 à 1989, pour reprendre encore une fois sa courbe de croissance.

Début 1999, le Brésil est à nouveau déstabilisé par une nouvelle crise, illustrée par l'effondrement de la bourse, la réduction des subventions et de sévères mesures d'austérité.

C-LE CAS ALGERIEN

Au lendemain de l'indépendance (1962), l'économie algérienne demeura étroitement dépendante du capital étranger à majorité français, notamment dans l'exploitation des ressources énergétiques et minières. Quant au reste de l'activité économique, il se caractérisait par une industrie faible et inconsistante. En effet plus de 50% des entreprises avaient moins de 20 salariés. Les industries alimentaires représentaient 21% des entreprises existantes occupant le quart des salariés et contribuant au tiers de la production industrielle. L'industrie, localisée essentiellement dans les grandes villes côtières, était surtout axée sur la production de biens de consommation manufacturés élaborés à partir des matières premières et semi-produits généralement importés.

L'exode massif des colons va mettre fin précipitamment au capital colonial et imprimer une orientation progressive et irréversible vers l'étatisation de l'économie.

C'est donc à l'Etat, que seront dévolus les fonctions et les tâches relatives à la transformation des structures économiques et sociales de l'Algérie sous-développée.

C'est ainsi qu'à partir de 1966-1967, l'Algérie se lance dans un processus d'industrialisation volontariste à outrance dans le cadre d'un schéma de développement dit « auto-centré ».

En effet, au cours de la première décennie (67-77) jalonnée par trois plans successifs, l'économie algérienne va connaître un taux de formation de capital impressionnant (multiplié par 6 en une décennie) atteignant près de 60% de la PIB en 1977.

ALLOCATION DES INVESTISSEMENTS

(En Millions de D.A courants)

Années	Total	Dont industries	Dont hydrocarbures
1967-1969	7651	6057- (79,2%)	2700 (35,3%)
1970-1973	35 906	19015 (53%)	9776 (27,2%)
1974-1977	110612	65 314 (59%)	35 154 (31,8%)

Source : M.P.A.T. Synthèse du bilan économique et social 1967-78 Alger 1980.

L'ampleur des investissements et leur allocation sectorielle va contribuer à la mise en place rapide d'un appareil productif structuré autour de deux grands ensembles :

- Le secteur des hydrocarbures, absorbant à lui seul une part élevée des investissements (le tiers du total, et plus de la moitié de ceux alloués à l'industrie) mais contribuant presque tout seul au financement des autres secteurs économiques.

- Le reste des branches industrielles, articulées essentiellement autour des industries de base (sidérurgie, métallurgie, mécanique...) produisant des biens intermédiaires.

Quant au « financement des investissements, compte tenu de l'aspect strict d'une économie qui est d'avantage tournée vers la formation de capital

fixe que vers la production ... fait de la formation sociale algérienne une économie placée sous le signe de l'économie de crédit »⁵³.

En effet, si l'on considère que l'épargne budgétaire est générée exclusivement de la fiscalité pétrolière, il apparaît donc qu'elle tire son origine de l'EXTERIEUR et reste intimement dépendante des variations du volume des exportations et des prix internationaux des hydrocarbures. Ainsi « l'ensemble du financement extérieur (direct et indirect), c'est à dire financement extérieur et épargne budgétaire, passe de 32,7% pour le premier plan quadriennal à 62,0% pour le second plan quadriennal »⁵⁴.

Autrement dit, l'appareil productif mis en place n'arrive pas à dégager une capacité de financement interne et autonome. Cette défaillance va être suppléer d'une part par le recours aux emprunts auprès des institutions internationales et d'autres part par l'accroissement du rôle du secteur des hydrocarbures en tant que principal fournisseur de moyens de paiement internationaux.

En effet, contraint d'être le secteur le plus dynamique, les hydrocarbures vont mobiliser à leur profit, environ la moitié des crédits extérieurs obtenus par l'Algérie. Dans ce sens, au cours de la période allant de 1967 à 1978, la production va s'accroître de 50% pour le pétrole, et sera multipliée par 11 pour le gaz. Quant à l'indice des prix des hydrocarbures à l'exportation, il passera

⁵³ Christian Palloix : Industrialisation et financement ... Revue tiers monde tome XXI N° 83-
Juillet - Septembre 1980 PP. 551-552

⁵⁴ Ibid P. 550

pour le pétrole (1967 base 100) de 180 en 1973 à 565 en 1978 et 698 en 1980 et pour le gaz (même année de base) de 84 en 1973 à 110 en 1978 et 120 en 1980⁵⁵.

Mais l'industrialisation rapide, par le recours à des technologies généralement «capital intensif», va conduire non seulement à l'importation de capital fixe (bien intermédiaires et biens d'équipements) mais également à l'importation de biens de consommation résultant de l'extension de l'emploi et du salariat et aussi de la population (les besoins d'importation des produits alimentaires passent de 10% en 1967 à 50% en 1980 selon S.P THIERRY). Cette croissance des importations (multipliée par 10 entre 70 et 80 selon la banque mondiale) va poser à l'économie algérienne le problème des conditions d'un équilibre de ses échanges extérieurs, d'autant plus que le secteur «externalisé» des hydrocarbures doit fonctionner surtout comme pourvoyeur de financement extérieur de l'accumulation. Toutefois, au vu des besoins énormes (la balance commerciale étant souvent déficitaire), l'équilibre de l'économie algérienne nécessitait, outre l'apport de la «rente» pétrolière, le recours de plus en plus nécessaire et inévitable à la dette extérieure.

Ainsi le financement extérieur du processus rapide d'industrialisation et de mise en place de capital fixe, va engager de manière irréversible, l'Algérie dans un processus d'endettement extérieur. Peu considérable au début, la dette va cependant augmenter très nettement au fil des années, compensant les difficultés que recèle l'économie algérienne à générer un surplus.

Au vu des données (voir tableau I), il est aisé de constater que de 1970 à 1979, la dette va connaître une hausse vertigineuse (multipliée par 19) en même temps que le déficit commercial. En outre la source d'endettement étant de plus

⁵⁵ Les données sont fournies par Simon. P. THIERRY dans la crise du système productif Algérien Thèse de doctorat d'Etat IREP de Grenoble 1982.

en plus privée (auprès des consortiums bancaires), les conditions d'emprunts, à travers l'élévation des taux d'intérêt, et le raccourcissement de la durée des prêts vont se traduire par un alourdissement progressif de la dette, se reflétant à travers la hausse du service de la dette (le taux de service passant de 9,4% en 1975 à 27,6% en 1979).

Ainsi au vu des nombreux déséquilibres constatés et provenant de la nature fortement capitalistique du modèle d'accumulation qui a engendré une dette extérieure de plus en plus pesante lors de la décennie 70-80, l'Algérie va s'engager dès 1980 dans un nouveau mode de fonctionnement de l'économie, basé sur une réallocation des fonds d'investissements au dépend de l'industrie.

Selon les décideurs, le fléchissement du taux d'investissement conjugué à la hausse du prix du pétrole (passant de 14 dollars en 79 à 34 dollars en 80) devraient induire une baisse des besoins de financement externe. En effet, en 1979-81, les recettes d'exportations vont s'accroître de plus de 50%, passant de 10 à 15 Milliards de dollars, lesquelles recettes vont être épongées par des dépenses d'importation en nette croissance passant durant la même période de 12 à 15 Milliards de dollars.

De plus, le «nouveau» modèle d'accumulation, en abaissant le taux d'investissement productif, va imprimer une restructuration des importations en faveur des biens intermédiaires et des semi-produits en plus des biens de consommation (surtout des biens manufacturés durables : télévision – réfrigérateurs, machine à laver, voitures...). «C'est le secteur des infrastructures économiques (routes-barrages...) qui, aux côtés d'opérations de prestige (embellissement des villes, édification de monuments ...) consomme l'essentiel des budgets d'investissement au dépend des branches de production ; il n'est pas

alors étonnant que la croissance de l'économie connaisse une décélération avant de devenir négative »⁵⁶.

En outre, considérant à tort que le mouvement ascendant du prix du pétrole est un acquis durable et irréversible, l'Algérie va entreprendre la réduction du volume de la dette extérieure au moyen de remboursements anticipés en 1980-1985.

Ainsi jusqu'à 1984, le stock de la dette aura enregistré une baisse d'environ 26% par rapport à l'année 80. Cependant, le retournement du marché pétrolier international, va durement affecter l'économie algérienne dès 1986, révélant ainsi son extrême fragilité et sa profonde dépendance des aléas du marché pétrolier mondial. Ainsi « l'Algérie qui, pour éviter la cessation de paiement, redevient (en dépit des réticences des prêteurs inquiétés par la baisse du prix du pétrole) un emprunteur net à des conditions plus défavorables sur le marché international des capitaux »⁵⁷. L'encours du passif extérieur va grimper de près de 40% entre 84 et 86. Cette crise des paiements, en obligeant l'Algérie à recourir à des emprunts remboursables sur des périodes plus courtes et dans des conditions plus dures, va entraîner un gonflement rapide du service de la dette, passant de 33% des recettes d'exportations en 85, à près de 53% en 86 et grim pant à près de 77% en 88.

A partir de là, c'est la nature même de la dette extérieure qui tend à se modifier en s'auto-alimentant par de nouveaux emprunts pour assurer le règlement même du service de la dette.

⁵⁶Hocine BÉNISSAD : La réforme économique en Algérie OPU. Alger 1991, P. 13

⁵⁷Ibid P. 104

Ce dérapage de l'endettement, en vue d'atténuer la dégradation de l'équilibre financier extérieur de l'Algérie, conduit les décideurs à comprimer le volume des importations en 87 et 88 d'environ un tiers par rapport au niveau de 84.

Sachant que l'appareil productif a été construit sur un volume élevé et quasi-incompressible d'importations pour son approvisionnement en biens intermédiaires, semi-produits et pour sa maintenance, et sachant également que l'extension du salariat (et des rapports marchands) généré par ce même appareil productif, exige des besoins d'importations incompressibles de biens de consommations (dont des biens alimentaires), il est donc évident qu'une telle démarche (compression des importations) conduit le pays inévitablement à la régression économique et sociale (voire également institutionnelle).

Par ailleurs, la démarche adoptée en matière d'emprunts, par le recours systématique aux crédits commerciaux des fournisseurs étrangers, va contribuer à alourdir d'avantage le service de la dette et à raccourcir l'échéancier de remboursement.

C'est ce qui explique qu'entre 1990 et 1993, le taux du service de la dette rapporté aux recettes d'exportations va passer de 63% à 82%, poussant l'économie algérienne vers la banqueroute et nécessitant ainsi l'interventions des institutions financières internationales, notamment le FMI et la Banque Mondiale.

En 1994, le nouveau accord de rééchelonnement de la dette extérieure, conduit à un desserrement du service de la dette, réduisant ainsi le taux de service environ de moitié, mais débouchant par ailleurs sur l'adoption par l'Algérie d'une nouvelle politique (dite d'Ajustement structurel), reposant sur les instruments classiques de privatisation, libéralisation, contraction de la

demande interne, ... etc. Ainsi si le dollar U.S s'échangeait au taux officiel de 10 D.A, en 1990, en 1998 il s'échange à 60 D.A.

L'encours de la dette s'élevait en 1997 à 31,2 Milliards de dollars, soit une augmentation de 20% par rapport à l'année terminale (1993) du premier rééchelonnement. Ainsi il apparaît évident que le rééchelonnement et les mesures qui l'accompagnent à travers la politique dite «d'ajustement structurel» visent essentiellement la sauvegarde des intérêts des créiteurs en assurant la solvabilité du pays endetté. C'est dans ce sens que telles mesures ne peuvent résoudre les déséquilibres internes, sachant que l'économie algérienne est largement dépendante de sa mono-exportation.

Ainsi cette solvabilité (en assurant le service de la dette) obtenue de cette manière et à un tel prix, peut très bien disparaître lorsque n'existeront plus les causes qui la soutiennent et qui l'engendrent.

En effet, une baisse du prix du pétrole (et c'est le cas actuellement) et donc une chute correspondante des recettes de l'Etat détruirait inéluctablement tant la prospérité artificielle que le niveau de solvabilité acquis. C'est la reproduction du même cycle, mais à un niveau supérieur exigeant dès lors des mesures encore plus sévères qui risquent d'être sans lendemain puisque ses soubassements restent inchangés.

TABLEAU I

EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ALGERIE ET INDICATEURS D'ENDETTLEMENT
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

Année	1970	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82
Dette totale	953	1246	1498	2940	3311	4513	6019	10456	15588	18189	18686	17614	16683
Dette/ export. (%)	84.4	133.3	111	137.7	62.8	93	108.7	163.8	231.44	180	127.7	116.2	115.3
Service de la dette	44	68	189	300	710	457	774	1044	1489	2792	3854	3838	4269
Taux de (*) service %	4	7	14	14	13.5	9.4	14	16.4	22	27.6	26.3	25.3	29.5
Exportation des biens et services	1129	935	1349	2135	5270	4857	5537	6384	6735	10109	14631	15157	144.73
Importation des biens et services	1487	1339	1741	2917	5017	6894	6827	8988	10588	12061	14649	15376	14901

TABLÉAU (SUITE)

Année	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94
Dettes totale	14902	13865	15330	19300	24410	26041	27087	27893	28214	27083	26054	29898
Dettes/export. %	108.8	101.7	110.7	217	239.5	304.9	258.3	200.9	216.6	222.6	233.5	308.3
Service de la dette	4462	4566	4582	4684	5446	6541	7002	8805	9170	9324	9168	5364
Taux de % (*) service	32.6	33.5	33.1	52.6	53.4	76.6	66.8	63.4	70.4	76.6	82.2	55.3
Exportation des biens et services	13696	13628	13846	8896	10190	8541	10486	13887	13026	12168	11156	9698
Importation des Biens et services	13960	13701	13172	11816	10080	10592	11762	12448	10643	12606	11497	12919

SOURCE Banque mondiale word debt Tables édition 88-89-96

(*) le taux de service représente le part du service de la dette dans les exportations

SECTION II: MODE DE REGULATION ET REMODELAGE STRUCTUREL DE L'ESPACE ECONOMIQUE INTERNATIONAL.

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, s'est ouverte une nouvelle phase de croissance soutenue et accélérée, basée à la fois sur une profonde modernisation de l'Europe occidentale largement détruite par la guerre et l'inégalité de développement qui s'en est suivi entre d'un côté les U.S.A et de l'autre les pays de l'Europe et le Japon.

Dès l'arrêt de la guerre, les USA vont être confrontés au gel d'une importante capacité productive, développée et modelée pour les besoins de la guerre, et à ses conséquences inévitables (fermetures d'usine, faillite, chômage, démobilisation des troupes...); d'où la nécessité de mise en œuvre d'une nouvelle stratégie visant la reconversion de l'industrie américaine, en profitant du décalage avec les autres pays, et qui s'est accentué durant la guerre. De ce fait, une hiérarchie fondamentale va s'établir entre les U.S.A et tous les autres pays, caractérisée par la domination nord-américaine et la relégation à un rôle secondaire des relations avec le monde sous-développé (dont une grande partie était encore sous domination coloniale).

Cette stratégie, forgée par le contexte socio-économique et politique de l'époque, va devoir se réaliser par l'intermédiaire du «Plan Marshall» en premier lieu (relayé ensuite par le programme dit «d'aide militaire») et qui va permettre :

- Un transfert massif de l'aide américaine vers l'Europe de l'ouest
- L'élargissement du contrôle des marchés extérieurs par les U.S.A

- Le développement des exportations vers l'Europe et ses effets d'entraînement sur la croissance de l'ensemble des branches productives (facilitant ainsi la reconversion).

Cette politique va permettre une accélération du rythme d'accumulation et de croissance du capital américain et affermir par-là sa domination sur le reste du monde, à travers l'intégration économique et politico-militaire de l'ensemble des pays d'Europe au sein d'organisation (OECE devenue OCDE par la suite, OTAN...) et la mise en place et le contrôle de diverses institutions internationales dépendantes ou non du système des Nations-Unies tel que le FMI, la BIRD, le GATT, ... etc.

De plus, s'appuyant sur des conditions tant économiques, qu'extra-économiques, va s'affirmer également l'hégémonie monétaire américaine.

En effet, le Dollar U.S va s'imposer comme monnaie de référence pour les règlements internationaux, en tant qu'unité de compte et instrument de circulation international, en rapport avec la généralisation des normes de production américaines (Fordisme et Taylorisme) et la pénétration en Europe des F.T.N sous direction américaine.

Ainsi les fluctuations de la conjoncture mondiale vont dépendre tout d'abord de l'économie américaine devenue désormais une économie dominante voire hégémonique.

A-LA DECENNIE 60 OU LA LONGUE PHASE DE PROSPERITE

Ainsi dans une première phase, les transferts massifs vont aider l'Europe (en suite le Japon) à opérer sa reconstruction (tout en permettant d'atténuer aux U.S.A les effets inévitables de la reconversion) et à restaurer l'état des finances

extérieures des pays européens, puisque le dollar, jusqu'alors monnaie rare, va s'accumuler dans les réserves des banques centrales, leur permettant d'assurer les règlements internationaux et de faire face à la pénurie des moyens de paiement.

Cependant, après la guerre de Corée (50-53) qui avait suscité un véritable « boom économique », va apparaître, outre l'inflation, un déficit dans la balance des paiements américaine, reflétant des difficultés de reprise et un faible dynamisme de l'accumulation du capital. Ce déficit d'abord modéré jusqu'en 1957 va s'accroître à partir de 1958. L'excédent commercial (qui va lui aussi se réduire devant le recul relatif de la compétitivité américaine et l'essor de l'Europe et du Japon), et les revenus provenant des investissements à l'étranger ne suffisent plus à compenser les dépenses extérieures et surtout les sorties de capitaux qui s'accroissent profitant des opportunités plus grandes qu'offrent notamment les marchés canadiens, européens et Japonais en pleine expansion.

Quant aux pays sous-développés, le flux de capitaux américains va se diriger essentiellement vers ses propres zones d'influences traditionnelles comme l'Amérique latine et une partie de l'Asie (l'est et le sud), le reste des pays sous-développés demeurant encore marginalisés.

Ainsi, avec le développement des échanges commerciaux, les investissements directs à l'étranger, les prises de participation, le financement de la guerre du Vietnam, ...etc, les flux de capitaux vont s'accroître considérablement conduisant à l'accumulation d'une grande quantité de dollars hors des U.S.A et principalement en Europe, d'où les « euro-dollars ».

En effet, les «euro-dollars», ou dollars disponibles hors des U.S.A (et échappant à leur contrôle), vont servir notamment à financer l'achat par capital américain d'entreprises européennes.

Autrement dit, l'essor de l'euro-dollar, va correspondre à des besoins grandissants de financement des F.T.N d'origine américaine et dont les acteurs principaux seront les grandes banques privées à surface internationale, c'est à dire les banques transnationales (BTN) (en 1964, onze banques américaines avaient déjà plus de 180 filiales et succursales à l'étranger, dès 1969 elles étaient 53 avec 460 succursales)⁵⁸.

Force est de constater, que durant toute cette période allant jusqu'à la fin de la décennie 60, s'est développé plutôt une dynamique interne aux pays du centre, tant au niveau des mouvements de capitaux qu'au niveau des échanges commerciaux; tandis que les pays sous-développés dans leur ensemble occupaient une position extrêmement modeste, hormis certaines régions pour des motifs soit géo-économique (zone monétaire, accès aux sources de matières premières,...) soit géostratégiques (guerre froide, concurrence,...). Sinon globalement les échanges commerciaux et les transactions financières entre les pays développés et les pays sous-développés étaient plutôt marginaux, rapportés à l'ensemble des flux alors en œuvre entre les premiers, sauf exception pour certains produits (pétrole, minéraux...) contrôlés généralement par les F.T.N ou pour certains investissements étrangers orientés sur des activités liées à l'exportation (mise en valeur et transformation des produits primaires, miniers...).

⁵⁸ données citées par J.M SIROEN dans Finances internationales Armand Colin Paris 1993

Ainsi, en liaison avec le contexte de l'époque et la recherche de l'équilibre mondial des forces, la prépondérance des rapports économiques, commerciaux et financiers va refléter plutôt la course à la constitution de zones d'influences au profit des nations les plus puissantes, en remplacement du pacte colonial.

D'où va découler l'émergence de la problématique du développement des pays sous-développés, basé à l'origine sur des programmes d'aide et de coopération. Ainsi les flux financiers en direction des pays sous-développés vont prendre la forme, outre les investissements directs (d'ailleurs très limités à certaines zones et pilotés par les FTN), d'aide publique au développement ». Celle-ci va transiter selon deux systèmes distincts, multilatéraux et /ou bilatéraux.

Toutefois, ce sont les apports bilatéraux qui vont dominer (85% du total selon les données) en raison des avantages qu'ils procurent aux créanciers en assurant un marché garanti pour leurs produits.

En fait, le financement public des exportations de capitaux vers les pays sous-développés (appelé aussi «aide publique au développement ») recouvre en réalité un financement étatique provenant des nations les plus développées, destiné à encadrer et à créer des économies externes au sein des pays sous-développés en vue d'assurer une meilleure rentabilité aux exportations des produits et des capitaux privés. Cette aide va financer avant toutes les dépenses d'infrastructures, de formation et d'encadrement mais aussi des dépenses gouvernementales (tel que l'Armée...).

Elle est donc intimement liée directement et indirectement à l'ouverture des débouchés pour les produits et les capitaux des groupes monopolistes et des F.T.N. L'impact de ces flux financiers (tout confondus) va conduire au fur et à mesure à des retournements de la balance des paiements dans laquelle le reflux des capitaux (sortie des profits, bénéfices, intérêts, ...) va finir peu à peu par l'emporter. Ainsi une partie de plus en plus importante de l'aide (entre 40 et 80% selon les régions) va être absorbée par le règlement du service de la dette.

En effet, l'intégration de plus en plus forte des pays sous-développés au sein de l'économie mondiale à travers les rapports d'échanges multiformes, va entraîner un besoin de capitaux de plus en plus grand, les obligeant à recourir plus souvent aux emprunts. Ainsi l'endettement extérieur des pays sous-développés, va croître régulièrement durant cette période, passant de 8 Milliards de dollars en 1955 à 16 Milliards en 1960 et à 36 Milliards de dollars en 1967 (voir SUPRA). En 1970,, l'ensemble des pays sous-développés totalisait une dette de plus de 66 Milliards de dollars dont la structure et la ventilation sectorielle et géographique, reflétaient parfaitement les niveaux d'insertion et d'entraînement au sein de l'économie mondiale, particulièrement de certaines régions et certains pays. En effet à titre d'exemple, environ la moitié de la dette était localisée en Amérique latine et concentrée (à 80% par rapport au continent) dans cinq pays (Mexique, Argentine, Brésil, Pérou, Chili) et dont les deux tiers était libellés en dollars américains, reflétant ainsi la dynamique d'intégration de cette région du monde comme zone d'influence traditionnelle mais privilégiée des USA. Il en est de même pour l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie et la Corée du Sud qui concentraient déjà plus du quart de la dette totale.

***B- LA DECENNIE 70 OU LA PHASE DE « STAGFLATION »,
DE DEPRESSION ET DE SURLIQUIDITE***

Dès 1968, la crise du dollar (en devenant inconvertible en or) monnaie centrale du système monétaire et financier international, va prendre une forme aiguë en rapport avec l'affaiblissement de l'hégémonie US et la montée de la puissance relative des pays européens et du Japon et, comme prélude à une crise économique générale et profonde.

En effet, les tensions monétaires à l'échelle internationale qui vont s'accroître durant cette période (68-73) mettront en évidence la contradiction entre la gestion étatique du dollar en tant que monnaie nationale, et la gestion privée du marché financier international dont le support monétaire essentiel est le dollar (bien que sous forme d'euro-dollar). Ce dernier ayant pour origine le déficit permanent de la balance des paiements américaine. Aussi, pour réduire ce déficit, qui freinait la dynamique reproductive interne, la démarche préconisée va consister à dévaluer le dollar et à contraindre ses partenaires européens et japonais à réévaluer leurs monnaies pour compenser la dépréciation du dollar, et par conséquent donc à remettre en cause les principes sur lesquels reposaient les accords de Bretton Woods de 1944.

Cette démarche sera accompagnée par d'autres mesures tel que le gel des prix et des salaires, et la taxation des importations dans un but protectionniste, afin de relancer la croissance interne et les exportations et freiner la montée du chômage et de l'inflation.

Cependant la structuration des relations internationales est telle, que les mesures prises par les U.S.A vont rapidement se répercuter sur le reste du monde. Ainsi les économies européennes et japonaises vont subir à leur tour une

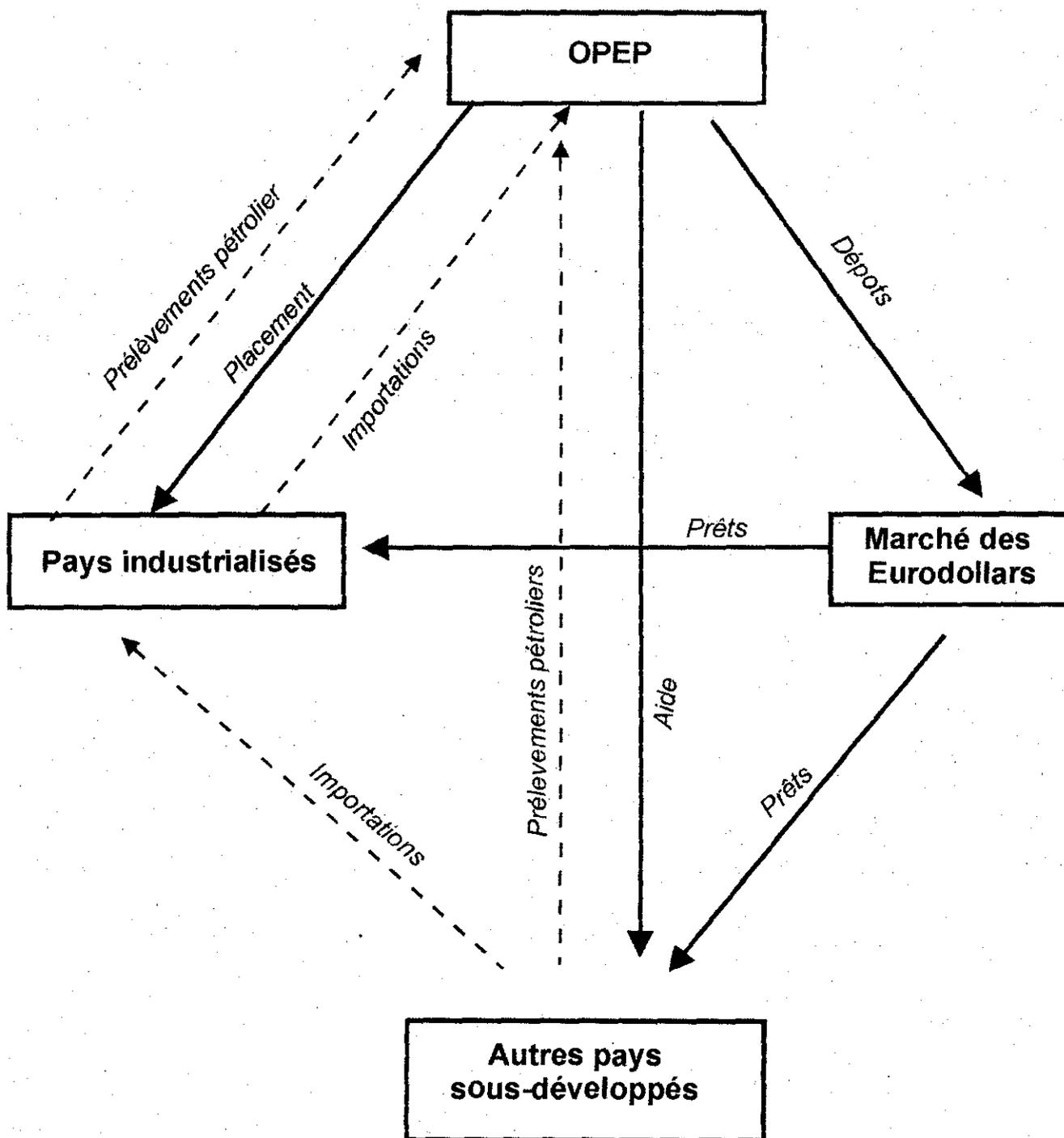
baisse sensible de leur taux de croissance, une diminution des investissements productifs, une inflation rampante, un chômage massif et chronique, ... etc.

Avec la nouvelle et brusque dévaluation du dollar (10% en février 73) dans le but d'améliorer leur compétitivité face notamment à l'Allemagne et au Japon, se précisa alors de façon définitive l'abandon de toute règle en matière de système monétaire international, introduisant une incertitude radicale sur les variables de prix les plus stratégiques (taux de change, taux d'intérêt et termes de l'échange) dans la conduite des relations internationales.

C'est dans ce contexte que va intervenir dès 1974, une hausse des prix conséquentes de certaines matières premières et dont la plus spectaculaire fut celle du pétrole^(*), et dont les recettes en dollars vont à leur tour alimenter une considérable augmentation des liquidités internationales, à travers les mécanismes de recyclage des « petro-dollars ».

^(*)Le Quadruplement du prix du pétrole, à la suite de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, outre ses déterminants politiques, répond aussi aux intérêts stratégiques des USA tant internes (déprime de la production intérieure de pétrole) qu'externe (rivalités avec l'Europe et le Japon)

Le recyclage des pétrodollars dans les années 70



- Flux financiers
- - - → Flux commerciaux (la flèche indique le sens des paiements)

Source : Jaques Adda op. Cite, p.97

Au même moment, les autorités américaines, après la fin de la guerre du Vietnam, vont libérer les sorties de capitaux hors des U.S.A, aggravant ainsi la surliquidité au niveau mondial, en augmentant les disponibilités monétaires et circulation financière sur les différents marchés du monde qui restent « surcharger » à la fois par les « pétrodollars » et par la faiblesse de la demande privée de crédits dans les pays industrialisés en raison de la récession.

Ainsi, cet ensemble de facteurs, va permettre un essor rapide et prodigieux du crédit international, lui-même favorisé à la fois par des taux d'intérêt réels relativement bas-sinon négatifs - (sous l'effet conjugué de l'inflation et de la baisse continue du cours du dollar) et des conditions de remboursement attrayantes offertes notamment par les grandes banques privées à surface internationale américaines et européennes, à la recherche d'emprunteurs potentiels.

Dès lors, dans un contexte de crise et d'abondance des capitaux, c'est une véritable économie de crédit internationale qui va se créer à travers des transferts accélérés de capitaux et de création monétaire quasi-automne par le jeu classique du multiplicateur de crédit dans un marché désormais déréglementé.

Et c'est vers les pays sous-développés que va s'orienter ce renouveau des flux de capitaux. En effet, désireux d'écouler les excédents de capitaux accumulés, les banques occidentales vont accélérer leurs prêts aux pays sous-développés créant ainsi les conditions d'un débouché face la stagnation de la consommation dans les pays industrialisés. Ainsi les prêts aux pays sous-développés (dont les crédits à l'exportation) vont être encourager et susciter dans le but de maintenir des débouchés pour les exportations des pays industrialisés et donc de réduire les effets de la récession, notamment sur le

niveau de l'emploi (le taux de chômage ayant doublé tant aux USA que dans les pays européens).

Dès lors, pour l'effet conjugué de plusieurs facteurs, l'endettement des pays sous-développés qui était de 66 Milliards de dollars en 1970, va passer à 167 Milliards en 1975 pour atteindre plus de 647 Milliards de dollars en 1980, soit une multiplication par près de 10 en dix ans. Par ailleurs, outre l'augmentation rapide du volume de l'endettement, apparaît, pour les raisons déjà invoquées, une vive augmentation des flux du crédit privé international reflétant la montée en puissance des banques transnationales (BTN). En effet, selon les données de la banque mondiale, de 60% en 1970, la part du financement public et direct tombera à 40% au début des années 80, perdant ainsi leur primauté dans les transferts financiers vers les pays sous-développés au profit d'un financement privé et indirect (prêts bancaires et crédits privés à l'exportation) piloté par les BTN. Il ressort en fait que le financement public va servir à soutenir un crédit privé en plein essor encouragé par des opportunités de profits assez importantes offertes par les pays sous-développés eu égard à la situation recessionniste dans laquelle étaient plongés les pays industrialisés. Le changement de la qualité des emprunteurs (les Etats ayant remplacé les entreprises) va poser de nouveaux problèmes quant aux rapports entre banques privées et Etats, car du fait que ce sont les Etats qui s'endettent, va se poser la question des conditions politiques du crédit à partir de celle des garanties financières. De là découlera l'intervention du FMI dans son rôle nouveau comme caution au risque financier, en mesure d'imposer aux Etats endettés une certaine «discipline» inspirée des nouvelles conceptions qui commencèrent à émerger et reflétant un glissement des politiques monétaires en politiques «monétaristes».

En effet la gestion de la monnaie va s'inscrire dans une politique franchement libérale, préconisant le jeu libre de la loi du marché dans tous les domaines, s'opposant ainsi à la tradition Keynésienne (financement public, plein emploi, contrôle des changes, intervention de l'Etat ...). Ce glissement vers une politique monétariste, en raison de l'impuissance des différentes mesures suivies jusque là, à endiguer le chômage et l'inflation, et à relancer la croissance, ne va pas se limiter seulement au domaine monétaire, mais à se muer en véritable politique économique basée sur la libération des forces du marché et de l'initiative privée, traduisant au mieux les mutations de l'économie mondiale caractérisées par la montée en puissance de nouveaux acteurs (FTN et BTN).

C- LES DECENNIES 80/90 OU L’AFFIRMATION DES POLITIQUES LIBERALES ET LA CRISE DE « L’ETAT PROVIDENCE »

La persistance de la crise avec ses différentes manifestations (inflation- chômage- déficit budgétaire- baisse des investissements ... etc) et les résultats mitigés des diverses politiques économiques suivies jusque là dans un contexte où l'espace économique international est de plus en plus intégré et contrôlé par des firmes et banques transnationales (FTN, BTN), transcendant ainsi les entités politiques nationales, plaident pour une nouvelle politique plus libérale, libérée de contraintes passées et remettant systématiquement en cause toute intervention de l'Etat dans les domaines économiques.

Ainsi, le discours dominant va permettre la formulation d'une nouvelle politique économique découlant d'une combinaison de constructions théoriques inspirées à la fois du «Monétarisme» et de «l'économie de l'offre» et préconisant entre autre les mesures suivantes :

- réduction de la croissance de la masse monétaire qui doit suivre le niveau de production des biens et services, d'où les mesures de contrôle monétaire pour juguler l'inflation.
- rigidité de la politique monétaire et financière : taux d'intérêt, contrôle des changes, stabilité des prix et des salaires, ... etc.
- réduction des dépenses budgétaires et publiques : baisse des transferts sociaux et des dépenses gouvernementales...
- réduction fiscale afin de favoriser les incitations à investir.

De telles mesures vont servir à la formulation notamment des politiques « Régalienne » aux USA et « Thatcherienne » en grande Bretagne.

En effet, dans un premier temps, principalement aux USA, cette politique n'a pas obtenu les effets escomptés, dans la mesure où le déficit budgétaire s'est encore accentué ainsi que celui de la balance des paiements.

Toutefois, les premières mesures vont plutôt susciter une politique monétaire restrictive de la part de la FED (réserve fédérale U.S) car la réduction de la croissance de la masse monétaire, par le resserrement du crédit, ajoutée aux besoins de financement du déficit budgétaire, vont conduire à une hausse considérable du taux d'intérêt de base aux USA.

Cette forte hausse des taux d'intérêt va permettre d'attirer une masse considérable de capitaux (des dollars) vers les U.S.A, et va être à l'origine de la montée du taux de change du dollar et donc de la dépréciation générale des principales monnaies des autres pays développés (Europe et Japon).

Cette politique, tout en améliorant les positions américaines dans la concurrence, va précipiter par contre le reste du monde dans une nouvelle récession.

En effet, la baisse des disponibilités en dollar au niveau international (du fait de leur afflux vers les U.S.A) et donc le renchérissement du crédit qui en découle, vont se répercuter négativement sur le niveau des productions des pays développés et donc par conséquent sur le niveau de la demande des marchés tant intérieurs qu'extérieurs.

Autrement dit, cette politique va avoir pour effet une contraction importante et généralisée des échanges internationaux, aboutissant non seulement à une stagnation mais surtout à un recul particulièrement en 1982 où le taux du commerce international a été négatif.

Cette modification du contexte international, va constituer un facteur déstabilisant pour les économies sous-développées en raison notamment de leur forte dépendance vis à vis du marché mondial.

En effet, ces pays vont être confrontés brutalement à une baisse drastique de leurs recettes d'exportation en raison à la fois de la baisse de la demande internationale, de la tendance baissière des prix de la plupart des produits primaires et de base, et des effets induits par la montée du protectionnisme dans les pays développés. A ces déséquilibres commerciaux, s'ajoutent en même temps des déséquilibres financiers provoqués par une contraction, aussi drastique, des crédits accordés habituellement aux pays sous-développés. En effet, l'assèchement des «surliquidités» provoqué par la politique monétaire restrictive américaine va conduire à un tarissement des crédits pour les pays sous-développés et à un transfert plus actif des capitaux vers le pays développé, principalement les USA, en raison des taux d'intérêt élevés et du financement du

déficit budgétaire. Ainsi les transferts nets vers les pays sous-développés vont passer de 35,3 Milliards de dollars à 18,2 Milliards de dollars de 81 à 82 (une chute brutale en l'espace d'une année) et vont continuer à baisser pour devenir négatif des 1984 pour l'ensemble des pays sous-développés (voir tableau SUPRA Chapitre II Section I paragraphe A : charges de la dette et transferts nets des ressources).

En fait, la montée des taux d'intérêts internationaux et la hausse du dollar vont augmenter le coût des emprunts libelles généralement en dollars, et alourdir ainsi le service de la dette, lequel devrait être compensé par de nouveaux emprunts.

Cependant les transferts nets de ressources reçus par les pays sous-développés vont rapidement s'inverser en raison notamment de la contraction des nouveaux crédits accordés, pour devenir même négatifs à partir donc de 1984. Ce retournement des transferts aura été encore plus précoce pour certains pays fortement endettés, tel que le Mexique dès 1982, provoquant ainsi une véritable crise généralisée des paiements. Jamais auparavant, l'économie de crédit international n'est apparue aussi vulnérable avec un nombre si important de pays emprunteurs en situation aussi précaire. En effet, le processus d'endettement va se muer en un processus de surendettement, dans lequel l'augmentation de la dette va alors servir de plus en plus à financer le service de la dette de manière privilégiée (car il faut être solvable) plutôt qu'à financer l'activité économique productive. La dette va ainsi se nourrir d'elle-même et s'autonomiser par rapport au système productif, rendant inefficace toute politique économique, puisque cette dernière va se limiter surtout à dégager un surplus destiné à servir la dette. Cette perte d'efficacité va conduire

progressivement à un durcissement des mesures prises, elles-mêmes sources d'effets pervers importantes, contribuant aussi à amplifier la crise.

Dans ce contexte, les stratégies de réponse à la crise, vont prendre inexorablement une orientation libérale, prônant la libération des forces du marché et de l'initiative privée et encourageant la remise en cause de l'intervention de l'Etat dans l'économie.

CONCLUSION

1- Force est de constater, à la lumière de la généralisation de la crise, et de sa profondeur, que les difficultés de remboursement de la dette par les pays sous-développés ne relèvent pas fondamentalement du volume des emprunts, mais plutôt de la stratégie dans laquelle ces pays ont été insérés et intégrés.

2- La réduction de la croissance des investissements au début de la décennie 70, pour cause de récession, va accroître la disponibilité de liquidités au sein des banques transnationales qui vont à leur tour accroître le volume de leurs prêts internationaux, dans une large mesure en direction des pays sous développés, créant ainsi les conditions d'un débouché face à stagnation de la consommation dans les pays développés.

En effet la demande d'importation des pays sous-développés, suscitée par un pouvoir d'achat couvert par les prêts, va constituer à l'époque le segment le plus dynamique de la demande mondiale, offrant aux pays développés de précieux débouchés en temps de crise. Autrement dit, la fonction des pays sous-développés demeure fondamentalement inchangée au sein des relations internationales servant à chaque fois d'exutoire à la crise survenant dans les pays développés.

3- Les conditions structurelles du sous-développement donnent à l'extraversion une dimension essentielle en affirmant la dominance du secteur exportateur sur l'ensemble de la structure économique, qui sera aussi soumise et façonnée en fonction des exigences du marché extérieur. Ces conditions réduisant donc toute capacité de maîtrise des relations extérieures par les pays sous-développés et expliquent leur vulnérabilité persistante face aux inflexions

de la conjoncture mondiale qui se manifeste par un blocage de la croissance et une crise des paiements extérieurs.

De ce fait, leur rythme de croissance restera soumis et tributaire de celui des pays développés.

4- A la faveur de la crise (dès la fin des années 60) va s'accélérer un mouvement de transnationalisation intégrant les flux commerciaux, technologiques, productifs et financiers sous le pouvoir conjoint de plus en plus centralisé des FTN industrielles et bancaires. Aussi, les FTN vont produire dans ce sens, une nouvelle idéologie, c'est l'idéologie de la **MONDIALISATION**, qui va consister en effet à les considérer comme le vecteur privilégié de la révolution scientifique et technologique à l'échelle mondiale, comme l'avant garde de la reconstruction institutionnelle et politique mondiale et comme fer de lance incontournable dans la lutte contre le sous-développement et l'organisation de la nouvelle économie internationale.

En effet, cette idéologie va représenter une rupture avec les conceptions classiques et traditionnelles de l'institution politique du monde à s'avoir l'Etat Nation et donc « l'Etat-providence », d'où le glissement vers l'optique libérale et sa généralisation dès le début de la décennie 90 à la faveur à la fois de la crise de l'endettement des pays sous-développés et de l'effondrement du bloc des « pays de l'Est ».

Et dans le même ordre d'idée, le dépassement des limites inhérentes aux régulations étatiques défailtantes, va conduire à admettre le déplacement de certaines fonctions du cadre national au cadre mondial, d'où les nouvelles attributions du FMI, de la banque mondiale, de l'organisation mondiale du commerce (OMC en remplacement du GATT) et encore d'autres organisations (G7, ONU...) comme vecteurs monétaires, financiers, commerciaux, culturels,

politiques, militaires, ... de l'extension sans limite des FTN conformément à l'idéologie de la mondialisation.

CHAPITRE III
L'ENDETTEMENT : UN PHENOMIENE
CHRONIQUE ET TENDANCIEL

L'économie sous-développée dans sa structure profonde demeure fondamentalement une économie périphérique donc dépendante, et dont le processus de formation et d'accumulation du capital reste fondé exclusivement sur la demande externe, donc tributaire du marché extérieur. Ainsi, dans ces conditions, la demande extérieure et les flux de capitaux étrangers vont constituer la source essentielle de toute tentative de développement pour une économie sous-développée.

« Les économies sous-développées étant des économies extraverties, tous les problèmes y débouchent sur la balance des comptes extérieurs »⁵⁹. Dès lors, et au vu des expériences concrètes vécues par les pays sous-développés, il apparaît évident que le déséquilibre extérieur tend inexorablement à créer une situation de blocage de la croissance qui se manifeste le plus souvent par une double crise, celle affectant les finances publiques et celle surtout affectant les paiements extérieurs. Ce déséquilibre extérieur de plus en plus permanent est surmonté par un processus permanent d'ajustement externe des structures internationales, qui sont celles de la domination des pays développés sur les pays sous développés en raison de l'inégalité du développement. C'est donc un processus d'adaptation de la structure sous développée aux besoins et exigences des pays développés. Dans ce sens, l'ajustement, forcément inégal, se fait à travers une tendance permanente au déficit extérieur des économies sous-développées, laquelle tendance sera inévitablement marquée par des difficultés de paiements extérieurs de plus en plus chroniques.

⁵⁹Samir Amin Op cite. P. 219

Ce déficit extérieur, se traduit par un déficit de la balance de paiements, interprété par l'approche dominante (dont le FMI constitue le vecteur) comme étant le reflet d'un excès de demande interne par rapport à l'offre productive, d'où les différentes politiques de déréglementations supposées apportant des réponses alternatives à ce déséquilibre.

Une telle approche, quelque peu mécaniste, semble assimiler en réalité un pays sous-développé, aux pays actuellement développés mais considérés à un stade antérieur de leur développement, d'où l'appellation de pays « en développement » (ou en voie) aux quels il serait donc possible de leurs appliquer les schémas élaborés par la théorie courante et qui ont une vocation explicative générale.

SECTION I: APPROCHE PAR LE FONCTIONNEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

A-DEFINITION ET STRUCTURE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements (B.P) en tant que concept théorique, depuis les mercantilistes du XVIIème siècle jusqu'à nos jours, permet d'étudier les incidences des relations avec l'extérieur sur la détermination du niveau d'équilibre d'une économie nationale.

La définition du FMI, qui fait office de référence internationale, considère la B.P d'un pays comme un instrument d'information statistique permettant de retracer sous forme comptable tous les flux économiques (commerciaux, financiers, monétaires) qui interviennent au cours d'une période donnée

(généralement l'année) entre les résidents de ce pays et les non-résidents du reste du monde.

En tant que document comptable synthétique, la B.P regroupe des types d'opérations structurées selon leur logique économique à savoir selon la nature et type de flux :

- -flux réels (biens et services) correspondants aux transactions courantes.
- -Flux financiers (et monétaires) correspondants aux mouvements de capitaux selon qu'ils soient à long terme ou à court terme, et les variations des réserves monétaires.

**RECAPITULATION DES OPERATIONS
DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

Postes	Balances
<p><u>I- Transactions courantes (TC)</u></p> <p>A- Biens : exportations et importations</p> <p>B- Services et transferts unilatéraux dont transport – assurances- voyages- salaires, brevets, ...</p>	<p>A= Balance commerciale</p> <p>I(A+B) = Balance des T.C ou compte courant</p>
<p><u>II-Capitaux a long terme</u></p> <p>A-Crédits commerciaux</p> <p>B-investissements étrangers (Directs, de portefeuille)</p> <p>C- Prêts</p>	<p>(I + II) = Balance de base</p>
<p><u>III-Capitaux a court terme</u></p> <p>Crédits, prêts, Créances, ...</p>	<p>(II + III) = Compte capital</p>
<p><u>IV- Ajustements</u> (Variations des réserves)</p>	<p>I+II+III+IV = Balance globale</p>

(Reconstitution à partir de WORLD DEBT TABLES)

Ainsi, la construction de la B.P permet de mettre en évidence, des soldes intermédiaires successifs et relatifs à chaque type d'opérations ou de compte qui sont les suivants :

- Solde de la balance commerciale qui indique la différence entre les exportations et les importations de marchandises
- Solde de la balance des transactions courantes qui rajoute au solde précédent celui des services ou des « invisibles » : assurances, transport et fret, transferts unilatéraux, ... etc.
- Solde de la balance de base qui rajoute au solde précédent celui des mouvements de capitaux à long terme. Dans le cas où ce solde serait négatif, le pays en question aura donc recours à un financement dit « à court terme ».
- Solde de la balance globale, qui constitue le solde final et qui rajoute au solde précédent les mouvements de capitaux à court terme (et ajustements) destinés notamment à ajuster la balance des paiements.

Le solde de la balance globale fait donc apparaître la position monétaire extérieure du pays en question.

Etant donc un document comptable, la BP est logiquement toujours en équilibre. Ainsi les notions de déficit ou d'excédent, donc de déséquilibre donnent lieu à un solde final équilibré et compensé, par conséquent, par des mouvements d'actifs financiers ou monétaires avec l'extérieur (endettement vis à vis de l'étranger, diminution des réserves en devises ...). Cette opération d'équilibrage prend une importance considérable pour les pays sous-développés,

car leurs monnaies internes ne constituent pas un moyen de paiements international (devise).

B- BALANCE DE PAIEMENT ET NIVEAUX DE DEVELOPPEMENT

Certaines approches ont tenté de dresser une typologie des différents niveaux de développement à partir des mécanismes d'ajustement entre les différents postes composant la B.P et notamment entre la balance des transactions courantes et le compte capital, et ainsi à expliquer la crise qui se manifeste par celle des paiements extérieurs de la plupart de pays sous-développés, par les mécanismes de désajustement entre les différents postes constituant la B.P.

Ainsi le déficit de la B.P, quelle que soit sa cause, est appréhendé d'abord comme un transfert de pouvoir d'achat sous une forme monétaire, devant permettre à l'étranger d'augmenter ses importations et donc au pays déficitaire de réduire les siennes.

Il y a donc asymétrie dans le comportement des B.P dont la raison fondamentale, selon cette conception, revient aux fluctuations des propensions à importer. Autrement dit, ce sont les flux réels qui sont déterminants et par conséquent ce sont les autres postes de la B.P (notamment les mouvements des capitaux) qui devraient s'ajuster au solde de la balance des transactions courantes (et principalement de la balance commerciale) à travers la détermination de facteurs structurels notamment les prix et le taux de change (dévaluation / réévaluation).

C'est ainsi que certains théoriciens comme Charles RIST, KINDLEBERGER, HARROD, PREBISH, ... se situant dans la pure tradition keynésienne de l'équilibre extérieure, ont conduit leurs analyses à partir des relations asymétriques qui se sont établies entre les U.S.A et l'Europe, dans les années d'après guerre et vont être ainsi tentés par la même d'expliquer à partir de ces analyses les relations entre les pays sous-développés et les pays développés.

Ces auteurs distinguent (en les résumant) ainsi schématiquement quatre phases successives :

1- Pays nouvellement emprunteur (jeune débiteur) : la balance commerciale serait déficitaire (ainsi que la balance des transactions courantes) car les importations seraient supérieures aux exportations. Ce déficit lié à une phase initiale (de départ) de développement supposant une propension élevée d'importation induite par le niveau d'investissement, va donc nécessairement requérir un besoin de financement d'origine externe (d'où une balance de base positive).

2- Pays emprunteurs évolués (débiteur mûr) : la balance commerciale devient excédentaire, mais toutefois la balance de base demeurera positive en raison des emprunts concourants au financement du surcroît d'investissement. Ainsi le reflux des profits et intérêts va de plus en plus peser sur la position financière extérieure du pays.

3- Pays nouvellement prêteur (jeune créancier) : la balance commerciale demeure positive compensant ainsi le déficit décroissant de la balance de base en raison du remboursement des dettes tout en continuant à emprunter.

4- Pays prêteur évolué (créancier mûr) : le niveau atteint va permettre, en dégageant un excès d'épargne, de compenser le déficit de la balance commerciale et d'accélérer les sorties de capitaux.

Cette approche séquentielle, rappelle quelque peu l'approche de ROSTOW quant aux différentes étapes de la croissance économiques, faisant abstraction des limites et contradictions réelles inhérentes à toute croissance extravertie.

En fait le ralentissement (sinon le blocage) inévitable de tout croissance extravertie et qui est le propre des économies sous-développées, s'exprime par un déficit extérieur tendanciel toujours croissant.

En effet, d'une part les importations tendent à croître plus vite que les exportations, et d'autre part le financement assuré par le capital étranger entraîne une croissance plus forte du reflux des profits et des intérêts, aggravant ainsi l'un et l'autre le déséquilibre structurel de la B.P.

C-APPROCHE DU FMI

La préoccupation majeure du FMI a été toujours et demeure encore centrée sur la réunion des conditions favorables au maintien d'une B.P équilibrée. C'est dans ce sens que l'approche retenue par le FMI, tente de se situer dans un cadre d'équilibre général, contrairement aux approches précédentes qui en privilégiant la seule balance courante demeurent très partielle. Ainsi cette approche du FMI, vise l'analyse des conditions d'équilibre simultanément à partir du marché des biens, du marché monétaire et du marché des changes.

Cette approche s'est développée essentiellement sur la base du modèle d'absorption d'ALEXANDER et du modèle de POLAK relatif à l'approche monétaire de la B.P.

C1-L'approche par l'absorption

Des auteurs post-Keynésiens, dont Sydney Alexander, vont introduire dans la relation d'équilibre Keynésien la notion d'absorption (A) qui représente «la part de la production nationale absorbée à l'intérieur de la nation comme biens d'investissements et de consommations»⁶⁰ c'est à dire qu'elle reflète la demande intérieure.

Ce qui nous donne ainsi :

$$A = C + I + G$$

Où A = Absorption

C= Consommation

I = Investissement

G= dépenses publiques (Gouvernementales)

Sachant que l'équilibre macro-économique dans l'approche Keynésienne, peut être interprété « ex-ante » comme équation d'équilibre, ou « ex-post » comme tableau d'équilibre des ressources et emplois des biens et services, on obtient dès lors l'équation suivante (offre globale = demande globale) :

⁶⁰Alain Samuelson : les grands courants de la pensée économique OPU Alger 1990 page 330.

$$Y + M = C + I + G + X$$

Où $Y =$ Revenu national

$M =$ Importations

$X =$ Exportations

De cette équation on obtient :

$$Y - (C + I + G) = X - M$$

Et comme $A = C + I + G$ donc l'équation peut se réécrire sous la forme suivante :

$$\boxed{Y - A = X - M} \quad (1) \quad \text{dans laquelle } (X - M) \text{ représente le}$$

solde de la balance commerciale

En outre, sachant que l'épargne (S) représente la différence entre le revenu disponible et la consommation (C), et sachant également que le revenu disponible est défini comme étant le revenu national (Y) après déductions des impôts, c'est à dire hors recettes publiques (T) autrement dit, sous la forme équation on obtient :

$$S = (Y - T) - C \text{ (ou } Y - T \text{ étant le revenu disponible)}$$

Donc après transformation on obtient :

$$Y = S + T + C$$

Et par remplacement on obtient

$$Y - A = (S + T + C) - (C + I + G)$$

$$\boxed{Y - A = (S - I) - (G - T)} \quad (2)$$

Cette dernière équation permet de mettre en évidence le solde de l'épargne (S-I) et le solde budgétaire (G - T).

Par ailleurs sachant que la balance des paiements est, par construction théoriquement en équilibre, il s'ensuit que le solde de la balance commerciale (X - M) est équilibré en principe par le solde des mouvements de capitaux (ΔK) diminué de l'accroissement de la dette extérieure (ΔD)

Autrement dit:

$$\boxed{X - M = \Delta K - \Delta D} \quad 3)$$

Ainsi les équations (1), (2) et (3) peuvent se formuler à travers l'identité suivante :

$$\boxed{Y - A = (S - I) - (G - T) = (X - M) = \Delta K - \Delta D}$$

Cette équation en mettant en évidence en même temps et en relation différents soldes, permet selon l'approche du FMI, de fournir une analyse sur la formation de la dette et donc des mécanismes possibles d'ajustement de la B.P, en intégrant la dimension monétaire de l'économie.

Ainsi l'augmentation de la dette extérieure (ΔD élevé et tend fortement vers ΔK , ou $\Delta K - \Delta D \rightarrow 0$) peut être interprété à partir de l'équation comme la conséquence entre autres :

- d'un excès de demande interne (forte absorption) par rapport à l'offre productive du pays ($Y - A \rightarrow 0$), ce qui laisse supposer qu'il faille agir sur les composantes de la demande interne (C + I + G) à savoir la compression de la consommation (C), la réduction des investissements (I) ou/ et la restriction des dépenses publiques (G)

- d'un déficit budgétaire ($G - T$) relativement élevé et ne permettant pas de dégager une épargne intérieure suffisante.
- d'un solde insuffisant (sinon négatif) de la balance commerciale ($X - M$), ne pouvant ainsi dégager un surplus pour couvrir les besoins de financement (surtout en moyens de paiement internationaux).

C2- L'approche monétaire

L'approche dite monétaire de la B.P développée par Jacques POLAK (un économiste du FMI), apparaît comme une reformulation moderne d'une vieille théorie avancée par David HUME au milieu du XVIII^{ème} siècle mettant en avant et en opposition à la conception mercantiliste, le lien étroit entre le déséquilibre de la B.P et l'accroissement incontrôlable de la masse monétaire.

En effet, le modèle de POLAK considère que l'expansion de l'offre de crédit interne au-delà d'un certain niveau d'absorption, provoque dans un régime de change fixe une baisse des réserves de changes officielles et donc un déficit de la B.P.

Le modèle, d'une manière simplifiée et synthétique, peut être ramené aux identités suivantes :

- soit Y le niveau de production du pays en question
- soit P le niveau moyen des prix intérieurs convertis par un taux de change fixe.
- Soit M_d , la demande de monnaie, tel que $M_d = k.PY$ (dans l'hypothèse d'une stabilité de la vitesse de circulation k de la monnaie).

- Soit M_0 , l'offre de monnaie, qui se compose d'une part, de l'offre de crédit à l'économie (C) à la fois au budget et aux agents privés, et d'autre part du stock des réserves officielles (R), tel que donc :

$$M_0 = C + R$$

Sachant que, théoriquement, l'offre et la demande de monnaie sont équilibrées ($M_0 = M_d$), il s'ensuit alors que :

$$C + R = kPY$$

Ou

$$R = kPY - C$$

Ainsi, d'après cette dernière identité, il s'ensuit que toute expansion du crédit intérieur (C), va provoquer nécessairement dans le cas d'une production stable et des prix fixes (c'est à dire kPY plus ou moins constant) une baisse des réserves officielles (R).

Cette approche, conduit dans le cas concret des pays sous-développés à expliquer donc le déficit de la B.P par le déficit budgétaire qui lui, est essentiellement financé par la création monétaire.

En outre, comme les réserves officielles en devises pour les pays sous-développés (car leur monnaie locale n'est pas une devise) constituent la contrepartie essentielle de la masse monétaire, il s'ensuit que tout ajustement de la B.P devrait passer nécessairement selon le modèle, par un resserrement de la politique monétaire et donc par conséquent par une récession inévitable. Autrement, l'augmentation ou le maintien du niveau des réserves se fera soit directement par le recours à l'endettement externe soit indirectement par la

création interne de monnaie, c'est à dire dans les deux cas sous contre partie réelle (ni production réelle, ni exportation réelle).

SECTION 2 : MECANISMES REELS DU DESEQUILIBRE

L'approche, à travers une conception mécaniste et descriptive de la B.P conduit ainsi à considérer que les causes du déficit sont en fait d'origine strictement interne aux économies sous-développées en faisant abstraction des causes structurelles profondes découlant de la position même occupée par ces économies au sein de l'économie de marché.

En effet, le déficit tendancier de la B.P n'est pas la cause, mais traduit au contraire un déséquilibre structurel international, découlant de mécanismes d'ajustements dissymétriques. C'est donc la position dépendante et tributaire par rapport à la demande externe des économies sous-développées et donc le rôle extrêmement vital et dynamique du marché extérieur qui fait que toute tentative de développement de ces économies va déboucher systématiquement sur des difficultés de paiements extérieurs qui vont évidemment se traduire à travers le déficit de la B.P.

Les expériences historiques des pays sous-développés montrent qu'au fur et à mesure de l'avance dans la mise en place d'un processus de développement et de transformation économique, la B.P va tendre à se détériorer. La raison principale revient au fait que ce «développement» est fondé principalement sur le marché extérieur, c'est à dire sur celui des pays développés et que les conditions structurelles même du sous-développement limitent nécessairement toute capacité de maîtrise des relations extérieures ou du moins de leurs utilisations avantageuses.

Et d'autant plus également que " l'une des caractéristiques des économies sous-développées et l'état de dépendance du processus de formation de capital par rapport au commerce extérieur. Dépendance non seulement par rapport à la création de l'épargne, mais surtout par rapport à la transformation de cette épargne en investissement réel »⁶¹.

Ainsi, il est admis historiquement que le schéma de développement des économies sous-développées s'est effectué dans le cadre d'une faible (voire absence) accumulation interne ou auto-centrée du capital, du fait même que les biens capitaux et les biens intermédiaires, outre la technologie, sont généralement fournis de l'extérieur, ce qui neutralise tout effet multiplicateur des investissements.

Dès lors, il se manifeste dans ce type d'économie une tendance logique à l'élévation de la propension à importer dès l'amorce de tout processus d'industrialisation ou d'expansion des capacités productives. Il résulte de cette tendance, relative à la fois à la part élevée des importations dans la composition des investissements mais aussi dans la consommation en raison de l'amélioration des revenus et du confort d'une partie de la population, une pression de plus en plus forte sur la balance des paiements. Le mécanisme d'ajustement ne pourra donc fonctionner que si les exportations, source essentielle des recettes en moyen de paiements, internationaux, peuvent aussi croître très vite. Cependant, comme les exportations des pays sous-développés sont très peu diversifiées (généralement des mono-exportations de matières premières) et sont formées de produits soumis à de constantes variations de prix et dont le volume dépend dans une large mesure de la demande externe, il s'ensuit dès lors automatiquement des difficultés à couvrir la progression des

⁶¹C. FURTADO op. Cite P. 248. (Théorie du développement)

importations, entraînant encore un déficit plus ou moins chronique de la B.P qui ne peut être réglé par conséquent que par le recours à des crédits étrangers.

Par ailleurs, lorsque le capital étranger apparaît, il va généralement s'orienter, s'il s'agit d'un investissement direct, en fonction des intérêts stratégiques et/ou de la rentabilité, vers des activités elles-mêmes orientées sur le marché extérieur. Comme il peut également se diriger, du moins partiellement, en raison de la position dominante de certaines couches sociales et/ ou de l'élargissement de la demande sociale dans certains cas, vers une production généralement inexportable et donc incapable de dégager un surplus d'exportation nécessaire au moins au paiement des profits, dont le reflux va tendre au fur et à mesure à devenir plus fort que l'afflux des capitaux.

Par conséquent, avec les fluctuations du solde de la balance commerciale, ce sera autour du reflux des capitaux, portant soit profit soit intérêt, d'être à l'origine du déséquilibre tendanciel de la B.P des pays sous-développés, ponctué par des difficultés de paiements.

Ce déficit est surmonté en permanence par un recours quasi-systématique aux emprunts à travers le marché financier international, contribuant dès lors à l'accroissement de l'endettement. Par conséquent, le recours à l'endettement devient ainsi un phénomène auto-entretenu par lui-même et en croissance continue.

Ainsi, il apparaît que pour faire face au seuil critique de l'endettement externe une fois atteint, désormais la structure sous développée devrait être ainsi inévitablement soumise à une logique d'adaptation aux besoins des économies développées.

Autrement dit, la tendance vers le rééquilibrage extérieur, soumis aux exigences de l'économie mondiale, ne sera obtenue, du moins momentanément, qu'à travers un freinage du développement et de la croissance interne, se traduisant par conséquent par une politique d'austérité. C'est dans ce sens que tous les programmes d'ajustement recèlent un caractère dépressif et récessif.

Il apparaît donc évident, que c'est la position occupée par les économies sous-développées au sein de l'économie mondiale et donc du système monétaire et financier international, qui reproduit par elle-même cet ajustement asymétrique, lequel se manifeste par une tendance chronique et durable à l'endettement, et dont les modèles de développement suivis jusque là en constituent une source incitatrice notamment à travers les régimes d'accumulation préconisés et les modèles de consommation pratiqués.

CHAPITRE IV

LE DEVELOPPEMENT

COMME IDEOLOGIE D'ETAT

ET LE NON-DEVELOPPEMENT

COMME EFFET PERVERS

SECTION I : L'IDEOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

A- L'EMERGENCE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

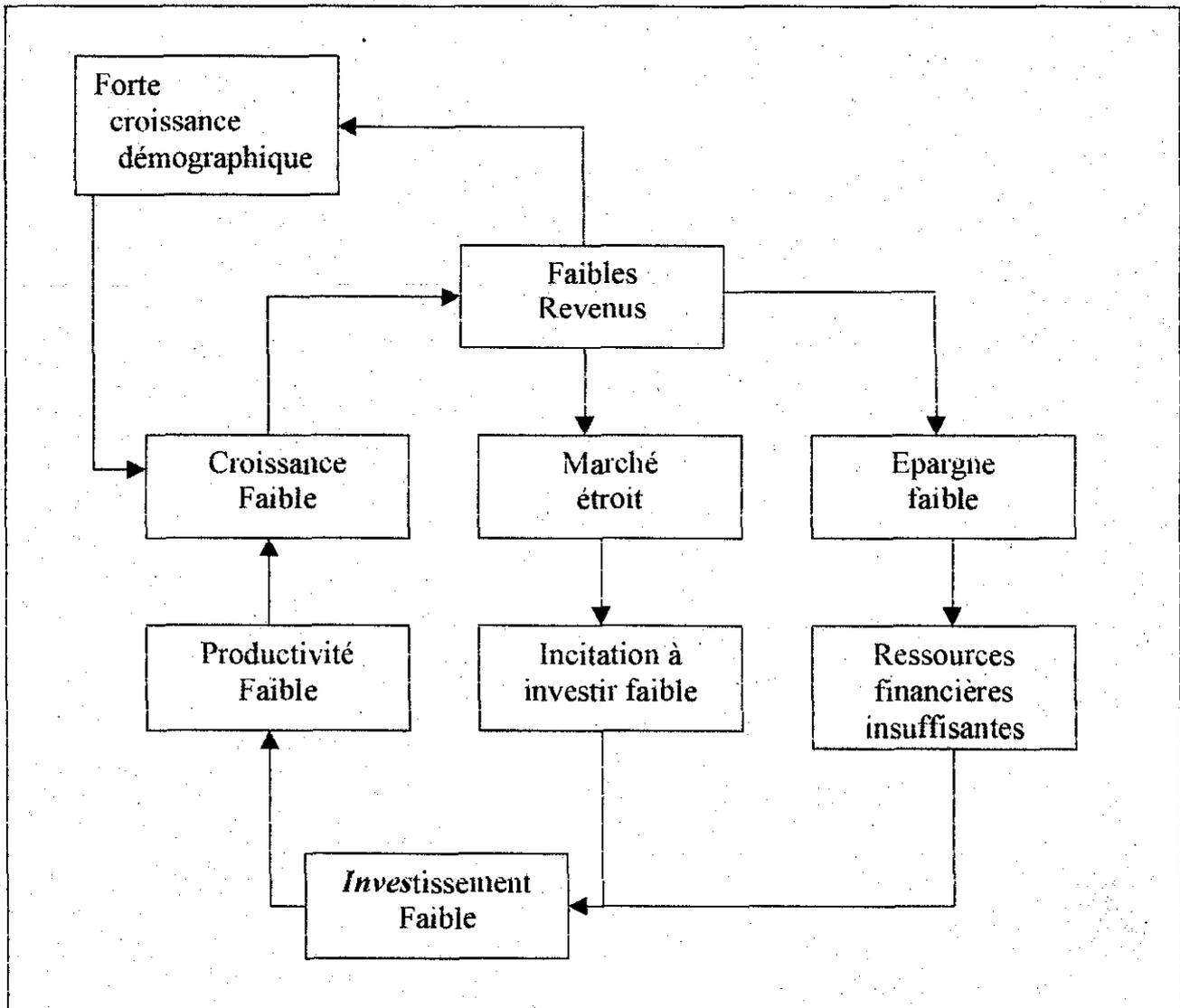
Le processus de décolonisation, déjà entamé au premier quart du XIX^{ème} siècle en Amérique Latine, puis généralisé progressivement surtout après la deuxième guerre mondiale aux continents africains et asiatiques, va faire émerger avec force, et dans un contexte particulier, le besoin de la part des Etats indépendants à vouloir se développer, à s'industrialiser, et à «rattraper» les niveaux industriels et de consommations des pays développés.

En effet, l'indépendance politique, va permettre de découvrir un espace économique, social et culturel, différent de la «normalité» que représente l'Etat développé, un espace précaire, instable, déstructuré, déphasé, pauvre..., autrement dit en dessous, des normes référentielles, d'où alors la notion de «sous-développement».

Ainsi, c'est à travers un ensemble de traits distinctifs et descriptifs, de grandeurs et de ratios, que va apparaître un archétype de perception et de définition de ce que pourrait être l'espace «sous-développement».

Il va être désormais assimilé et perçu à travers ses traits dominants et apparents, constituant une sorte de morphologie du sous-développement, et appréhendés comme étant «les cercles vicieux de la pauvreté» (ou «du sous-développement»), lesquels vont alors reproduire dans cet état les différentes composantes de cet espace.

Les cercles vicieux du sous-développement



Source : A. CAZORLA et A-M DRAI , Sous-développement et tiers monde vuibert 1992 P. 26

Cette conception courante et largement dominante « tend à faire croire que le sous-développement réside dans l'isolement de ces sociétés traditionnelles par rapport aux pays plus avancés... et qu'il n'y aurait pas assez de « monnaie », de « marché » de « commerce » en ces pays »⁶²

Cette conception conduit, par conséquent, à assimiler l'économie sous-développée à une économie développée mais considérée à un stade antérieur de son développement, faisant abstraction de toute dimension historique, culturelle et sociale des phénomènes économiques et sublimant les relations mécaniques entre agrégats, entre couches sociales, ...

Dans cette optique, l'économie du sous-développement, comprise comme alimentation, va donner naissance à une économie du développement conçue comme une « lutte » contre le sous-développement et constituant une idéologie globale tenant lieu de philosophie politique pour la plupart des pays sous-développés.

De la sorte, le développement, à travers des élaborations doctrinales, va se muer en une véritable idéologie, se confondant parfaitement avec le processus « d'édification nationale », de « construction nationale », de « libération ... » ; de « redressement national », de « modernisation »

Par conséquent, le développement devient une idéologie d'Etat, dès lors qu'il ne peut se concevoir en dehors de la responsabilité de l'Etat. Ce volontarisme traduisant le développement « forcé » et la négation du caractère historique de tout processus de développement va se refléter à travers des modèles de développement et/ou de croissance, quelle que soit leur forme

⁶²A. BENACHENHOU Op. Cite P. 261

(libéralisante ou socialisante) et découlant d'une approche mécaniste du sous-développement.

B-L'ETAT: ENTREPRENEUR GENERAL DU DEVELOPPEMENT

L'exigence d'un développement accéléré dans les économies sous-développées, en plus de l'indépendance politique dans certains cas, va renforcer le poids et la fonction spécifiques de l'Etat dans la société (en plus du remplacement de l'administration coloniale).

En effet, l'Etat va devenir la force motrice principale, en l'absence (ou faiblesse) d'autres acteurs, du développement économique et social entraînant la création et l'extension subséquente d'un secteur économique public. Au delà de ses fonctions classiques, l'Etat va remplir à la fois une fonction économique en tant que responsable du développement et donc «d'entrepreneur général»⁶³, et une fonction sociale de redistribution devant assurer la diffusion du progrès social. Le rôle qui lui est dévolu, diffère fondamentalement du rôle que lui attribue notamment l'approche Keynésienne quant à l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement et la régulation économique et sociale. En effet l'Etat en économie sous-développée s'est retrouvé historiquement, d'abord comme héritier universel en remplacement du pouvoir colonial, ensuite en tant qu'unique créateur possible des conditions objectives (matérielles, financières...) à toute veilléte de développement en l'absence d'une classe d'entrepreneurs. Ainsi par nécessité historique, l'Etat va devenir le principal

⁶³Terminologie empruntée à Benaouda Hamel dans « Economique de l'Etat et socialisation en Algérie » OPU Alger 89.

sinon l'unique vecteur et support du développement. La transformation des structures sociales et économiques, la mobilisation de l'épargne et l'accumulation de capital, la réalisation des investissements, l'industrialisation, la création d'emploi, la mise en place des structures bancaires, commerciales, éducatives, ... etc., toutes ces actions constituant le processus idéologique du développement ne pouvaient être pris en charge que par une concentration de forces internes organisées dans une institution centralisée appelée l'Etat. Par conséquent, ce rôle, en permettant (processus de légitimation) à l'Etat d'accéder à un pouvoir économique (au delà de la fonction économique) dérive de cette approche idéologique du développement considéré surtout comme une « lutte » contre le sous-développement, et la « lutte » (conçue comme une guerre) est généralement conduite par l'Etat.

Ainsi l'Etat va donc être promoteur principal du développement et du processus de mise en place d'un système productif, à travers la mise en œuvre de politiques d'industrialisations.

C-POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Dans les années 50, la question du développement fut appréhendée de manière mécaniste et interventionniste. En effet le sous développement, supposé n'étant qu'un reflet du retard par rapport à la norme de référence représentée par les pays développés (à travers des critères quantifiables), il peut être, dès lors, vaincu par la mise en œuvre conjointe de trois facteurs essentiels : les moyens financiers (capital), la technologie et les marchés. Cette conception trinitaire du développement va servir à justifier tant au plan théorique⁶⁴ qu'au plan

⁶⁴Plusieurs auteurs se rejoignant plus ou moins dans cette optique parmi lesquels : P. RODAN, R. NURSKE, A. HIRSCHMAN, A. LEWIS, G. MYRDAL, R. PREBISH, W. ROSTOW, F. PERROUX, G. DEBERNIS, ...

idéologique toutes les politiques d'industrialisation entreprises par les pays sous-développés et servir de soubassement aux divers schémas de développement suivis. Ces derniers bien que supposés être différents voire même opposés en apparence (politique de substitution d'importation, de développement auto-centré, ...) n'en constituent pas moins plutôt des variantes d'une même conception reposant fondamentalement sur l'articulation des termes d'un même paradigme : « capital- modernisation- technologie- modèle de production- modèle de consommation – édification nationale ».

En effet, schématiquement, cette conception part du principe que les moyens financiers vont permettre l'acquisition et le montage de capital fixe, à travers la mise en place de capacités productives utilisant une technologie plus avancée permettant d'utiliser efficacement ces capacités et contribuant directement à l'élargissement des marchés pour une réelle absorption de la production réalisée. Un tel processus est supposé avoir donc des effets induits directs sur la création d'emploi et donc sur la croissance des revenus, permettant l'amélioration du niveau de vie de la population (effet sur le modèle de consommation). La combinaison particulière des différents facteurs supposés du développement et l'importance accordée à tel ou tel terme du paradigme vont donner lieu à des variantes spécifiques issues du même modèle (au-delà des différences relatives aux formes de réalisations : socialisante, privée, étatique, dirigiste, ...).

C1-Développement par substitution d'importation

Selon ce modèle, il s'agit de promouvoir une industrialisation tournée vers le marché intérieur dans lequel la production nationale, à travers la mise en place d'industries locales, devrait satisfaire progressivement la demande interne en remplaçant les importations de produits manufacturés de consommation dans une première phase, ensuite une production en amont dans une deuxième phase relative aux industries intermédiaires (de biens d'équipements et de consommation durable) faisant appel à des techniques modernes (l'échelle de production et l'intensité capitalistique étant plus élevées).

Cette conception est fidèle donc à un processus dit «remontant» des industries légères de consommation aux industries lourdes d'équipements et de biens intermédiaires. Elle vise en principe à faire évoluer les économies sous-développées vers une structure industrielle et à réduire les écarts cumulatifs vis à vis des économies industrialisées. Historiquement, si cette conception a été à la base des politiques d'industrialisation entamées en Amérique latine entre les deux guerres, elle va en fait inspirer de façon systématique, au moins dans sa phase initiale, la plupart des stratégies de développement mis en œuvre dans les pays sous-développés.

En effet, d'un point de vue économique (du moins théoriquement), il apparaît pour ces pays plus simple d'un côté de produire des biens pour lesquels existait déjà une demande interne, donc un marché (satisfait ou alimenté par les importations) et de l'autre de réduire le déséquilibre externe par le remplacement des produits importés par des produits locaux, bien que aux importations de biens de consommation va se substituer des importations de biens d'équipements et des biens intermédiaires nécessaires à la mise en place et au fonctionnement des nouvelles industries.

Certes, dans un premier temps, cette stratégie va généralement produire des effets positifs, notamment l'augmentation de la production des biens de consommation même si c'était à un prix plus élevé (à moins d'être subventionné) et pour une moindre qualité.

L'encouragement de cette production va nécessiter toutefois la mise en place de mesures protectionnistes : droits de douanes, contingentement d'importations, taux de changes pénalisants, ... etc.

Après cette première phase, l'approfondissement de cette stratégie (avec sa deuxième phase) visant la remontée vers l'amont et donc la création d'un tissu industriel va s'avérer être beaucoup plus difficile et plus complexe.

En effet, la mise en place d'industries lourdes produisant des biens intermédiaires, des biens capitaux et des biens de consommation durable, va nécessiter l'utilisation de technologies plus sophistiquées et des ressources financières plus importantes, l'un et l'autre provenant généralement de l'extérieur compte tenu de l'état réel de la majorité des économies sous-développés.

Cette option supposait, dans la logique de la conception elle-même, que les secteurs exportateurs (généralement de produits primaires et matières premières) devraient assurer le financement et ainsi maîtriser le déséquilibre extérieur. Toutefois dès les années 60, pour les pays latino-américains et un peu plus tard pour les autres pays, le processus de substitution d'importation va épuiser ses effets pour différentes raisons parmi lesquelles :

- La technologie étant devenue un monopole des FTN, son utilisation devient très coûteuse et conditionnelle.

- Les prix des biens importés étant de plus en plus élevés.
- Les prix des produits d'exportation, dépendant du marché extérieur sont sujets à d'importantes variations impossibles à maîtriser.
- Modification et augmentation de la composition et structure des biens importés.
- Coûts de production élevés et taille du marché intérieur réduit par le niveau des salaires, la concentration des revenus, la stagnation de la production.
- Etc.

Ces difficultés croissantes qui apparaissent au fur et à mesure que le processus abordait le remplacement d'industries plus complexes vont se traduire par des déséquilibres externes, en raison notamment de la faible augmentation des capacités d'exportation (par rapport à une propension à importer en nette augmentation) source principale des recettes en devises. Ce déséquilibre externe sera d'autant plus accentué, que le recours aux investissements étrangers sera de plus en plus étendu en raison des difficultés inhérentes au lancement de la deuxième phase de ce processus.

Ainsi, la concentration des connaissances technologiques au sein des FTN faisait d'elles un vecteur incontournable dans la mise en place de ces nouvelles industries^(*), ce qui exigerait davantage de ressources financières.

Par conséquent, avec le reflux grandissant des profits et dividendes, et le recours aux emprunts extérieurs pour financer l'industrialisation, va s'accroître

^(*) Il faut remarquer que cette deuxième phase rentrait dans la stratégie de la délocalisation des FTN, à travers laquelle les pays sous-développés se spécialisent dans la production industrielle classique et les pays développés ne réservent les activités ultra-modernes.

le déséquilibre de la B.P et l'endettement qui apparaît va constituer à son tour un véritable goulet d'étranglement.

Cette contrainte, en plus des autres difficultés, va conduire progressivement à l'adoption d'autres stratégies alternatives tournées vers le développement des exportations.

C2 : Développement par la promotion des exportations

La base industrielle créée par le processus de substitution d'importation devrait permettre donc de développer progressivement les exportations de produits manufacturés, semi-manufacturés ou des produits primaires élaborés, en remplacement de l'exportation des seuls produits primaires à leur état brut.

Cette stratégie va connaître des variantes spécifiques à chaque pays en fonction de ses ressources, de la nature des produits exportables (selon qu'il s'agit du pétrole, ou d'autres produits comme le café, cacao, ...), des capacités productives déjà existantes, de la taille du marché... etc.

1- Ainsi pour certains pays, notamment africains, il s'agit surtout d'une amorce de développement grâce à la mise en valeur des ressources du sol et du sous-sol et donc de leurs exportations. La diffusion des effets attendus de ce «développement» s'opérera à travers l'élargissement du marché interne des biens de consommation. Et c'est le secteur exportateur qui va alors jouer le rôle déterminant dans le façonnement de ce marché. Par ailleurs, il est évident que ce sont les marchés extérieurs qui vont imposer le rythme de croissance interne (par la demande et par les prix), outre le fait que généralement la technologie et les moyens financiers sont fournis dans une large mesure par des firmes étrangères.

2- Pour d'autres pays, par contre, qui avaient déjà amorcé un processus d'industrialisation tel qu'en Amérique Latine (Brésil, Mexique, ...) ou en Asie (Corée du sud, Taiwan, Hong Kong...), le développement sera donc basé sur le rôle moteur des marchés extérieurs pour les produits manufacturés, sensés à la fois offrir des débouchés (en raison de l'exigeante du marché interne) et desserrer les contraintes relatives au déséquilibre financier externe (B.P).

Ainsi, ces différents pays, chacun à sa façon, s'engagea d'abord dans la production et l'exportation de produits manufacturés simples à faible valeur ajoutée, utilisant beaucoup de main d'œuvre faiblement rémunérée, ce qui est donc susceptible d'assurer une meilleure compétitivité à ces produits d'autant plus que les taux de change demeuraient sous-évaluer.

Progressivement, avec l'installation dans ces territoires des F.T.N et le rôle actif des Etats, les exportations vont évoluer en « remontant » les filières vers des produits plus élaborés à forte valeur ajoutée et exigeant plus de capitaux et de maîtrise technologique.

Les résultats de cette stratégie sont diversement appréciés et ne peuvent pas s'expliquer réellement que par les seuls facteurs économiques. En effet en comparant les expériences pratiques, du Brésil et de la Corée du sud, il apparaît d'un côté pour le Brésil que la croissance s'est accompagnée d'une forte inflation, d'importants déséquilibres internes (emploi, revenu, région...) et surtout d'un endettement colossal mettant le Brésil en tête des pays endettés et tendant à le fragiliser d'avantage tel que l'atteste la grave crise financière survenue en ce début 1999. En outre, depuis 1990, le solde de la balance commerciale s'est installé dans une position déficitaire, ce qui constitue un paradoxe pour une stratégie visant la promotion des exportations.

Par ailleurs, la Corée du sud, pour des raisons d'ordre stratégique (guerre froide) a su sauvegarder plus ou moins son équilibre jusqu'à ces dernières années, en collaboration active avec les U.S.A, grâce à un sévère protectionnisme (seuls les importations nécessaires étaient permises), à une faible consommation intérieure favorisant l'épargne (l'exportation étant prioritaire par rapport à la consommation) et à de faibles coûts salariaux.

Toutefois, l'ouverture de la Corée du sud en raison notamment des changements intervenus dans le monde, s'est accompagnés peu à peu par l'apparition des déséquilibres tant internes (conflits sociaux graves, tendance à la hausse des salaires et du niveau de consommation, ...) qu'externe (accroissement des importations, baisse relative des exportations en raison de la forte concurrence d'autres pays asiatiques, pertes de certaines positions privilégiées, ...) et qui s'expriment dès lors dans ce qu'il convient d'appeler actuellement «la crise asiatique».

La Corée du sud connaît le même paradoxe que le Brésil à savoir la persistance d'un solde négatif de la balance commerciale, entraînant des opérations financières spéculatives.

C3- Le développement par les «Industries industrialisantes»

Cette conception représente la démarche inverse par rapport aux stratégies citées précédemment.

En effet, cette conception préconise le développement d'abord d'une industrie lourde produisant les biens intermédiaires et des biens d'équipements. Cette démarche est supposée permettre un double objectif :

- Une diffusion des effets d'entraînements vers les biens de consommation en créant un tissu industriel intégré.
- Une accumulation « auto-centrée » permettant de rompre la dépendance vis-à-vis du marché extérieur.

Ainsi ce modèle de développement, préconisant une industrialisation intégrée depuis l'amont, et appliquée différemment selon les pays (Algérie, Irak, Iran, Egypte, Libye,...) s'inspirait en fait beaucoup plus des expériences d'industrialisation suivies dans l'ex URSS dans les années 20 et en Inde dans les années 50 (modèle de Feldman- Mahalanobis) que des thèses sur les effets d'entraînement préconisées par F. PERROUX et reprises par G. DEBERNIS.

Ainsi, un tel modèle supposait l'existence d'un vaste marché intérieur en mesure d'absorber l'offre de biens intermédiaires produits par l'industrie lourde. En outre la mise en place de ce type d'industries requiert des investissements massifs et lourds (capitaux et technologies) dont l'insuffisance dont souffre de telles économies va entraîner des déséquilibres irréversibles à la fois externes (dépendance technologique et financière) et internes (sacrifice de certains secteurs d'activité).

Le besoin accru en ressources financières, en raison d'une forte dépendance vis à vis des importations devenues rigides et d'exportations peu diversifiées et peu compétitives, va conduire inévitablement au blocage du processus, devenu inévitablement et paradoxalement (puisqu'il visait « l'auto-centrage ») dépendant de l'accroissement des recettes de changes.

Remarque :

Il apparaît donc que la poursuite du processus d'industrialisation, quelque soit sa conception, et donc plus généralement du processus de développement (tel qu'il fut appréhendé jusque là) était devenue d'avantage dépendante et tributaire de l'accroissement des recettes de changes.

Ce besoin vital et impérieux d'obtenir des financements extérieurs traduit cette fuite en avant dans l'endettement et résume en soi toute la situation de crise à laquelle sont parvenues les économies sous-développées et l'impasse à laquelle ont aboutis les stratégies de développement poursuivi jusque là.

SECTION 2 : NON-DEVELOPPEMENT OU SOUS-DEVELOPPEMENT MODERNISE

L'idéologie du développement, à travers ses différents schémas et stratégies, était conçus à son origine avec l'objectif de lutter contre le sous-développement, de «rattraper» le retard économique et social, et de «moderniser» la société. Paradoxalement, après plusieurs décennies d'expériences et de pratiques, à défaut de rattraper le retard, les économies sous-développées ont vu leur écart plutôt s'élargir d'avantage et s'éloigner de la référence. Les goulets d'étranglement se sont encore multipliés : Lourd endettement extérieur, importations de produits alimentaires et déclin de l'agriculture, dépendance industrielle et technologique, développement du secteur informel, déstructuration de l'appareil industriel, gonflement du secteur tertiaire, urbanisation sauvage, chômage en hausse, pauvreté et précarité de vie, crise institutionnelle, démographie galopante, ... etc.

Ainsi le processus de développement enclenché il y a quelques décennies s'est traduit finalement par une crise multidimensionnelle touchant l'ensemble des pays sous-développés et dont la faillite économique, financière et sociale en est l'illustration.

En effet, ces différentes manifestations concrètes de la faillite, pourraient donner l'impression que la crise a fait réapparaître les stigmates du sous-développement, que le processus d'industrialisation et de modernisation aurait dû effacer ou du moins réduire. En réalité, c'est la confusion entre les causes du développement et ses effets, confusion entretenue et créée par l'idéologie du développement et consacrée par les différentes politiques d'industrialisation, qui a débouché en conséquence sur un renouvellement (une reproduction) des formes du sous-développement. Ainsi, quoique modernisé dans sa forme extérieure, le sous-développement demeure fondamentalement assis sur un appareil économique très faible et très fragile. En effet, la crise contemporaine n'a pas créé de formes nouvelles du sous-développement, elle les a plutôt dévoilé et fait ressortir après avoir brisé les apparences du développement qui masquaient le corps sous-développé. Autrement dit, le sous-développement non seulement n'a jamais disparu, mais s'est encore accommodé avec l'industrialisation, donnant ainsi forme à un sous-développement modernisé et industrialisé.

A-SOUS-DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION

La conception dominante a toujours prétendu et fait prévaloir systématiquement l'existence d'une relation univoque entre développement et société moderne, et par delà entre le sous-développement et société traditionnelle (archaïque, arriérée, rurale, ...).

Cette dichotomie entre sociétés modernes et traditionnelles va sous-entendre l'idée que les systèmes socio-économiques des pays développés anticipent et tracent le futur des sociétés présentement sous-développées. Cette conception mécanique et linéaire quant au développement découle en fait d'une analyse normative des sociétés à partir de référents présupposant d'emblée la supériorité du modèle de production et de consommation occidentale (moderne).

Ainsi le sous-développement, dans cette optique, sera défini par un ensemble de critères, qui ont plus vocation à le décrire qu'à le définir.

En effet, le sous-développement en tant que situation est un phénomène historique naît de l'expansion du capitalisme commercial et ultérieurement industriel. C'est donc le produit d'un autre développement qui est celui du capitalisme. Ainsi, il pourrait se définir comme étant la conséquence de l'expansion et la pénétration à partir de l'extérieur de rapports marchands puis de rapports capitalistes qui vont transformer brutalement les structures existantes en les adaptant aux besoins des économies capitalistes. Cette déstructuration s'est effectuée de manière précipitée et dans un espace-temps raccourci, faisant perdre à de telles sociétés leur propre dynamique d'évolution et entraînant certaines régressions décisives et désarticulation irréversibles.

Dans ce sens, le sous-développement représente alors « l'effet d'une stagnation de la forme capitaliste de production. Ce terme de stagnation désigne la permanence de rapports de production capitalistes formels sans passage vers une accumulation basée sur un mode de production spécifiquement capitaliste... le « sous-développement » n'est que sous-développement du capitalisme »⁶⁵.

⁶⁵A. BENACHENHOU Op. Cite P. 263

Ainsi défini, le sous-développement peut donc s'accommoder avec tout effort d'industrialisation ou de modernisation, s'il ne débouche à la fin que sur sa transformation formelle ou sur le renouvellement de ses formes, c'est à dire sur l'impossibilité, quelque soit le niveau atteint de certains agrégats, de passer à une accumulation auto-centrée et auto-dynamique. Il restera donc fonder exclusivement sur le marché extérieur d'où la crise quasi-permanente du financement extérieur. Et cela est d'autant plus vrai que la modernisation ne visant que les apparences du développement a été conçue comme un « processus d'adaptation de modèles de consommation plus sophistiqués (publique et privée) qui se produit en l'absence du processus correspondant d'accumulation du capital et de progrès dans les méthodes de production »⁶⁶.

Ainsi ce sont les modèles de consommations (au sens large) et qui représente les effets du développement, qui en suscitant la demande par effets de « démonstration » vont précéder et donc suggérer des modèles de production (au lieu de l'inverse), conduisant ainsi les économies sous-développées au paradoxe insurmontable opposant d'un côté l'adoption d'un modèle de consommation développé (aspiration universelle légitime) et d'un autre côté un modèle de production et d'accumulation sous-développé.

Ainsi au fur et à mesure que ce processus de modernisation avance, il va déboucher sur la crise (considérée comme un moment de blocage de ce processus) et donc sur l'accentuation de caractéristiques même du sous-développement qui vont apparaître ainsi comme effets pervers de ce processus ou comme effets d'un sous-développement modernisé.

⁶⁶C. Furtado : le mythe du développement économique. ANTHROPOS Paris 76 P. 102

B-RECU DE L'ETAT AVEC LA FIN DE L'IDEOLOGIE

D'ETAT

L'Etat va se retrouver au cœur même de la crise. En effet, la crise du processus de développement conçu comme idéologie d'Etat et l'impasse au quel il a débouché, va remettre en cause la légitimité de l'Etat, en tant que vecteur et promoteur du développement.

Ainsi, la fonction de l'Etat dans les pays sous-développés, en tant que produit d'une idéologie a été défini dans des conditions historiques et structurelles, qui sont celles du sous-développement. L'Etat, s'était retrouvé dès sa mise en place investi du rôle de responsable principal du développement, un rôle imposé par les caractéristiques même du sous-développement. Ainsi l'Etat devait pallier à la fois à l'absence d'une couche sociale (la bourgeoisie – les capitalistes) apte à investir et à accumuler, et à la faiblesse des rapports marchands et monétaires. En outre, la place du marché extérieur dans le développement de l'économie sous-développée attribue une fonction essentielle à l'Etat, seule institution organisée, en mesure de mettre en place et de gérer une économie d'exportation.

Cependant, la violence de la crise et ses effets négatifs va conduire à contester la légitimité de l'Etat, eu égard à son incapacité à juguler les effets de cette crise. Cette contestation va en effet déboucher sur un recul de l'Etat et à la modification des formes de son intervention, sans pour autant aboutir à son désengagement total. Ce recul va s'opérer dans les directions suivantes :

- Privatisation des entreprises publiques, apparaissant beaucoup plus comme un délestage d'une charge obérant les finances publiques.

- Restriction des dépenses sociales (Santé, éducation, logement, retraite et sécurité sociale ...).
- Réduction du financement étatique des investissements.

..... Etc.

La fin de l'idéologie du développement, imposée par la crise, va mettre fin par la même au rôle de l'Etat comme vecteur de cette idéologie. L'Etat va abandonner un certain nombre de fonction qui le caractérisaient auparavant. Cet abandon (par contrainte), qu'il soit progressif ou précipité, ne peut empêcher le dédoublement de la crise économique, par une crise politique institutionnelle, car l'Etat étant vidé de ses soutiens sociaux, devient un enjeu convoité pour son rôle encore de propriétaire du secteur exportateur, et par conséquent de la distribution des fruits de la production.

CONCLUSION GENERALE

Aujourd'hui, il faut bien admettre que, la crise désormais durable de l'endettement extérieur des pays sous-développés, s'intègre dans un contexte de crise plus globale et plus profonde touchant les différents aspects de la vie économique, sociale, politique...

Dans ce cadre, la crise de l'endettement représente en effet tout à la fois un aspect déterminant et une manifestation de cette crise d'ensemble, mais sans pour autant s'y confondre. Cette crise de l'endettement a plutôt permis de dévoiler la nature profonde de la crise, identifiée comme phase historique de blocage du développement, débouchant sur la reproduction du sous-développement (tout comme au XIXème siècle) dans des formes certes renouvelées, mais dont les effets essentiels résident dans l'élargissement de l'écart séparant le monde industrialisé de l'espace sous-développé en situation régressive.

Cette crise ouverte du développement, conséquence d'une conjugaison de facteurs multiples (tant internes qu'externe, immédiats ou à longue gestation), exprime aussi et surtout les limites et la crise de l'idéologie du développement, illustrées par l'échec des «modèles de développement»

En effet, la crise actuelle, dans toute sa profondeur, constitue un moment déterminant de remise en cause irréversible du contenu et de l'orientation des politiques de développement suivies jusque là par les pays sous-développés.

Quel que soit leur forme (libérale ou socialisante), ces politiques dans leur diversité, s'appuyaient en dernier ressort sur la dynamique du marché extérieur, principalement celui des économies développées, eu égard au caractère extraverti des formations économiques et sociales sous-développées.

Toutefois, l'accélération du progrès technologique, informationnel et scientifique, fondé sur la micro-électronique (appliquée à l'automatisation), la bio-technologie et les nouvelles sources d'énergie, fait désormais apparaître la SCIENCE comme facteur essentiel et déterminant dans la croissance et le progrès technique.

L'affirmation de cette révolution technologique dont les applications concrètes et les connaissances sont concentrées principalement au sein des FTN, rend caducs les modes classiques d'accumulation (le chômage chronique et croissant dans les pays développés en est une conséquence) et entraîne inévitablement des conséquences importantes et décisives pour les économies sous-développées. En effet, grâce à cette révolution technologique, le monde développé a entamé un processus de substitution à travers lequel le travail hautement qualifié remplace la main d'œuvre dite « bon marché » de nouveaux produits sophistiqués remplacent les produits naturels, apparaissent de nouvelles sources d'énergie, des matériaux spéciaux... . Un processus qui va conduire progressivement à marginaliser et écarter de plus en plus de produits (matières premières, produits manufacturés...) en provenance de pays sous-développés.

Ainsi, désormais, le marché de l'espace économique développé ne peut plus constituer un facteur de dynamisme économique pour les économies sous-développées façonnées pourtant jusque là en fonction des impératifs de ce marché extérieur.

Dans cette optique, il devient évident que l'alternative des « politiques d'ajustement » est sans issue véritable (en raison d'une vision étriquée quant à la crise), car non seulement elles ne permettent pas de rompre avec la dynamique d'endettement, mais encore elles ne présentent aucune perspective de « conciliation » entre l'endettement et le développement.

Dès lors, la crise, saisie en tant que phase historique de blocage, et non comme étape conjoncturelle et passagère, exige nécessairement une perspective historique de sortie dans le cadre d'un système renouvelé des relations internationales à partir d'un dépassement des Etats-nations, sources de rigidité dans un monde dynamique.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

- Jacques ADDA : La mondialisation de l'économie (1 et 2)
CASBAH EDITIONS ALGER 1998
- Samir AMIN : Le Développement INEGAL
Edition François MASPERO PARIS 1975
- Abdellatif BENACHENHOU : - Le Tiers-monde en jeu
CREA Alger 1981
- Introduction à l'économie politique OPU 1981
- Mourad BENACHENHOU : Réformes économiques, dette et démocratie
Edition ECH'RIFA Alger 1993
- Hocine BENISSAD : -La Réforme économique en Algérie
OPU Alger 1991
-Stratégies et expériences de développement
OPU Alger 1985
-Economie du développement de l'Algérie
OPU Alger 1981
- Jean Claude BERTHELEMY : L'endettement du tiers monde
Que sais-je ? PUF Paris 1990
- Jacque BRASEULL : Introduction à l'économie du développement
Armand COLLIN Paris 1993
- Rondo CAMERON : La France et le développement économique de
l'Europe 1800/1914
Seuil Paris 1971
- A. CAZORLA et A.M. DRAI : Sous-développement et tiers monde
VUIBERT Paris 1992

- Mohamed DAHMANI : – L’occidentalisation des pays du tiers monde
Economica OPU Alger 1985
- Les voies de développement dans l’impasse
OPU Alger 1987
- Pawel H. DEMBINSKI : L’endettement International
PUF Paris 1989
- Celso FURTADO : - Théorie du développement économique
PUF Paris 1976
- Le Mythe du développement économique
ANTHROPOS Paris 1976
- J. GANIAGE : La crise des finances tunisiennes et l’Ascension des juifs
de TUNIS (1860-1880)
Revue Africaine Tome XCIX 1955 Alger
- A. GARRIGOU –LAGRANGE – MARC PENOUIL
-Histoire des faits économiques de
l’époque contemporaine
DALLOZ Paris 1986
- P. GUILLAUME et P. DELFAUD : Nouvelle histoire économique (1et2)
Armand COLLIN Paris 1976
- Benaouda HAMEL : Economique de l’Etat et socialisation en Algérie
OPU 1989 Alger
- Ahmed HENNI : La dette ENAG Alger 1992
- Philippe HERZOG : L’économie à bras le corps
Messidor /editions sociales Paris 1982
- Patrick LENAIN : Le FMI Casbah éditions Alger 1998

- Rosa LUXEMBURG : L'accumulation du capital (1 et 2) François
Maspero - Paris 1976
- Christian PALLOIX : -L'économie mondiale capitaliste et les firmes
multinationales.
François MASPERO Paris 1975
- Industrialisation et financement lors des deux
plans quadriennaux (1970-1977).
Revue tiers monde Tome XXI N° 83
Juillet – septembre 80
- Pierre SALAMA : La Dollarisation
La découverte Paris 1989
- Carmel SAMMUT : L'impérialisme capitaliste français et le nationalisme
tunisien (1881-1914).
PUBLISUD Paris 1983
- Alain SAMUELSON : - Les grands courants de la pensée économique
OPU Alger 1990
- L'économie internationale contemporaine
OPU Alger 1993
- J.C SANCHEZ ARNAU- G.CORN –A. SID' AHMED
- Dette et développement (Ouvrage collectif)
OPU Alger 1982
- Abdelkader Sid Ahmed : - Croissance et développement (1 et 2)
OPU Alger 1979
- Nord-Sud Les enjeux
OPU Alger 1983
- Développement sans croissance
OPU Alger 1983

-Jean Marc SIROEN : Finances internationales

Armand COLLIN Paris 1993

-Banque Mondiale : World Debt Tables (différentes éditions)

-La documentation française : Problèmes d'Amérique Latine

N° 74 1er Trimestre 1984

-Recherches et débats : Dette et capitalisme

Darel ijtihad. Alger 1989.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : LE PROCESSUS D'ENDETTEMENT AU XIXEME SIECLE	5
SECTION I : QUELQUES ETUDES DE CAS	7
A-L'EGYPTE	7
B- L'EMPIRE OTTOMAN	10
C- LA TUNISIE	12
D- L'AMERIQUE LATINE	13
E-LES PAYS NEUFS	17
SECTION II : RESTRUCTURATION DE L'ESPACE ECONOMIQUE MONDIAL ET MISE EN PLACE DE L'ECONOMIE SOUS-DEVELOPPEE.	18
A- COMMERCE INTERNATIONAL ET OUVERTURE DES MARCHES	19
B- MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DES CAPITAUX	21
CONCLUSION	26
CHAPITRE II : LE PROCESSUS D'ENDETTEMENT CONTEMPORAIN	30
INTRODUCTION	31
SECTION I : EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT	34
A- APERÇU GENERAL	34
B-CAS DE L'AMERIQUE LATINE	44
B1- LE MEXIQUE	47
B2- LE BRESIL:	52
C-LE CAS ALGERIEN	56
SECTION II : MODE DE REGULATION ET REMODELAGE STRUCTUREL DE L'ESPACE ECONOMIQUE INTERNATIONAL	66
A-LA DECENNIE 60 OU LA LONGUE PHASE DE PROSPERITE	67

B- LA DECENNIE 70 OU LA PHASE DE « STAGFLATION »,« DE DEPRESSION ET DE SURLIQUIDITE	72
C- LES DECENNIES 80/90 OU L’AFFIRMATION DES POLITIQUES LIBERALES ET LA CRISE DE "L’ETAT PROVIDENCE"	77
CONCLUSION	82
CHAPITRE III : L’ENDETTEMENT : UN PHENOMENE CHRONIQUE ET TENDANCIEL	85
SECTION I : APPROCHE PAR LE FONCTIONNEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	87
A-DEFINITION ET STRUCTURE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	87
B- BALANCE DE PAIEMENT ET NIVEAUX DE DEVELOPPEMENT	91
C-APPROCHE DU FMI	93
C1-L’APPROCHE PAR L’ABSORPTION	94
C2- L’APPROCHE MONETAIRE	98
SECTION 2 : MECANISMES REELS DU DESEQUILIBRE	100
CHAPITRE IV : LE DEVELOPPEMENT COMME IDEOLOGIE D’ETAT ET LE NON DEVELOPPEMENT COMME EFFET PERVERS	104
SECTION I : L’IDEOLOGIE DU DEVELOPPEMENT	105
A- L’EMERGENCE DU SOUS-DEVELOPPEMENT	105
B-L’ETAT : ENTREPRENEUR GENERAL DU DEVELOPPEMENT	108
C-POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT	109
C₁ : DEVELOPPEMENT PAR SUBSTITUTION D’IMPORTATION	111
C₂ : DEVELOPPEMENT PAR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS	114
C₃- LE DEVELOPPEMENT PAR LES "INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES "	116

SECTION 2 : NON-DEVELOPPEMENT OU SOUS-DEVELOPPEMENT MODERNISE	118
A-SOUS-DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION	119
B-RECU DE L'ETAT AVEC LA FIN DE L'IDEOLOGIE D'ETAT	122
CONCLUSION GENERALE	124